

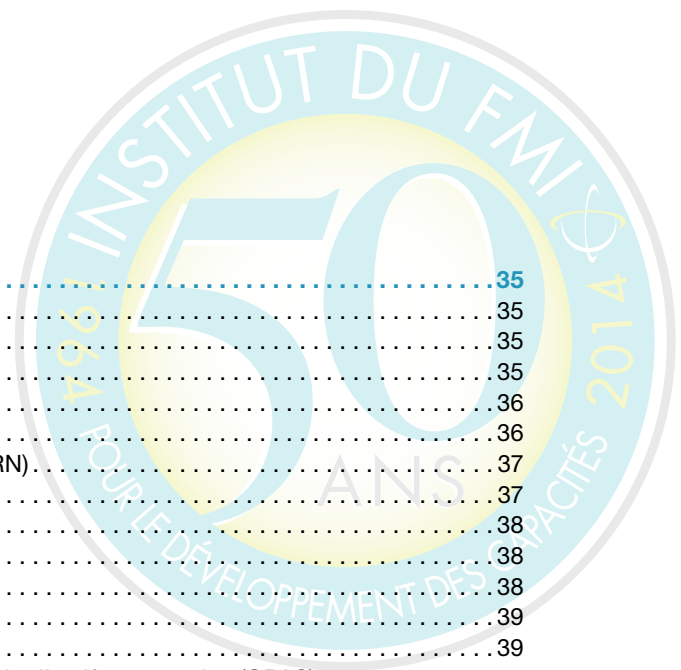
FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL



**PROGRAMME  
DE FORMATION 2014**

# Table des matières

<b>Message de la Directrice</b> .....	<b>2</b>
<b>Introduction et guide de l'utilisateur</b> .....	<b>4</b>
<b>Programmes de formation à Washington et dans les centres régionaux</b> .....	<b>6</b>
Le siège du FMI (HQ) à Washington .....	7
Formation interne en économie .....	8
Enseignement en ligne (EL) .....	9
Institut de formation pour l'Afrique (IFA) .....	10
Centre régional multilatéral pour l'Amérique latine au Brésil (CFB) .....	11
Centre d'études économiques et financières FMI–Moyen-Orient (CEF) .....	12
Programme de formation conjoint FMI–Chine (PFC) .....	13
Partenariat multilatéral pour l'Afrique (PMA) .....	14
Institut multilatéral de Vienne (IMV) .....	15
Institut régional FMI–Singapour (IRS) .....	16
Autres formations (AF) .....	17
<b>Tableau des thèmes couverts et des publics visés</b> .....	<b>18</b>
<b>Tableau de progression</b> .....	<b>23</b>
<b>Description des cours</b> .....	<b>24</b>
<b>Cours spécialisés de finances publiques</b> .....	<b>25</b>
Cadres budgétaires à moyen terme, règles budgétaires et conseils budgétaires — Options pour assurer la viabilité des finances publiques (CBMT) .....	25
Institutions et discipline budgétaires (IDB) .....	25
Modernisation de la gestion du Trésor dans les pays en développement (MTPD) .....	25
Réforme des subventions aux produits pétroliers (RSP) .....	26
Renforcement des institutions budgétaires (RIB) .....	26
<b>Évaluations des sauvegardes</b> .....	<b>26</b>
Évaluation des dispositifs de sauvegarde des banques centrales (ESBC) .....	26
<b>Prévision et modélisation macroéconomiques</b> .....	<b>27</b>
Gestion macrobudgétaire et transparence des finances publiques dans les pays riches en ressources naturelles (GMTFP) .....	27
Modélisation et analyse macrobudgétaires (MAMB) .....	27
Prévision macroéconomique (PM) .....	27
Prévision macroéconomique avancée (PM-A) .....	28
Utilisation des modèles DSGE dans le processus de décision (MDES) .....	28
<b>Questions de secteur financier</b> .....	<b>29</b>
Analyse des marchés financiers (AMF) .....	29
Éléments fondamentaux de la supervision bancaire (FSB) .....	29
Finances pour macroéconomistes (FME) .....	29
Gestion des actifs souverains : cadre d'affectation stratégique des actifs (GAS) .....	30
Inclusion financière (IF) .....	30
Intégration économique et monétaire (IEM) .....	31
Marchés financiers et nouveaux instruments financiers (MFN) .....	31
Marchés hypothécaires et stabilité financière (MHSF) .....	32
Politiques économiques pour la stabilité financière (ESF) .....	32
Politiques macroprudentielles (PMP) .....	32
Stabilité financière, risque systémique et politique macroprudentielle (SFPM) .....	33
Surveillance macrofinancière (SM) .....	33
Tests de résistance macroéconomiques (TRM) .....	34
<b>Programmation et politiques financières</b> .....	<b>34</b>
Programmation et politiques financières (PPF) .....	34



<b>Politiques macroéconomiques</b> .....	<b>35</b>
Analyse de la politique monétaire (APM) .....	35
Analyse et prévision budgétaires (APB) .....	35
Croissance inclusive (CI) .....	35
Diagnostics macroéconomiques (DM) .....	36
Exercice d'alerte avancée (EAA) .....	36
Gestion macroéconomique et gestion des ressources naturelles (GMRN) .....	37
Gestion macroéconomique et politique budgétaire (GMPB) .....	37
Gestion macroéconomique et questions relatives à la dette (GMD) .....	38
Gestion macroéconomique et secteur financier (GMSF) .....	38
Gestion macroéconomique pour cadres dirigeants (GMCD) .....	38
Incidence macroéconomique des questions budgétaires (IMB) .....	39
Politique monétaire et politique de change (PMPC) .....	39
Stratégies performantes de gestion de la dette publique dans un monde d'actifs souverains (GPAS) .....	40
Vulnérabilité extérieure — Exercice d'alerte avancée (VE-EAA) .....	40
Vulnérabilités et politiques extérieures (VPE) .....	41
<b>Questions juridiques</b> .....	<b>41</b>
Aspects juridiques des institutions financières internationales (AJIF) .....	41
Atelier sur l'insolvabilité des entreprises et des ménages (IEM) .....	42
Ateliers sur la LBC/FT pour les responsables juridiques (LBCJ) .....	42
Cadre légal des banques centrales et du secteur financier (CLBF) .....	42
Mise en application des nouvelles normes internationales de LBC/FT (LBC) .....	43
Questions actuelles liées à l'élaboration du droit budgétaire et fiscal (DBF) .....	43
<b>Statistiques macroéconomiques</b> .....	<b>43</b>
Cours avancé de statistiques monétaires et financières (SMF-A) .....	43
Cours d'introduction aux statistiques monétaires et financières (SMF-I) .....	44
Indicateurs de solidité financière (ISF) .....	44
Manuel de comptes nationaux trimestriels (MCNT) .....	44
Normes internationales de données dans les plateformes nationales d'ouverture des données (NID) .....	44
Statistiques de comptabilité nationale (SCN) .....	45
Statistiques de finances publiques (SFP) .....	45
Statistiques de la balance des paiements (SBP) .....	45
Statistiques de la dette du secteur public (SDP) .....	46
Statistiques de la dette extérieure (SDE) .....	46
Statistiques des prix (SP) .....	47
Système de statistiques de comptes macroéconomiques et liens y afférents (LMS) .....	47
<b>Dispositions administratives</b> .....	<b>48</b>
Processus de candidature (HQ, IMV et IRS) .....	49
Conditions d'admission (HQ, IMV et IRS) .....	49
Processus de sélection (HQ, IMV et IRS) .....	49
Critères d'admissibilité concernant les candidats ayant déjà suivi des cours (HQ, IMV et IRS) .....	50
Voyage à Washington et dispositions administratives .....	50
Voyage à Vienne et dispositions administratives .....	51
Voyage à Singapour et dispositions administratives .....	51
Dispositions pratiques concernant les centres IFA, CFB, CEF, PFC et PMA .....	52



Sharmini Coorey



## Message de la Directrice

L'année 2014 marque le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Institut du FMI. Beaucoup de choses ont certes changé en un demi-siècle, mais la détermination de l'Institut à relever les nouveaux défis et à répondre aux besoins de formation des pays membres est toujours la même.



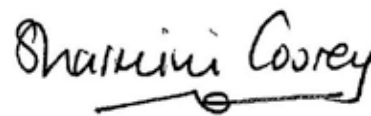
Au titre des innovations récentes, je souhaiterais évoquer le lancement de la formule d'enseignement en ligne, qui nous permet à la fois d'étoffer nos prestations et de desservir un public plus large. L'enseignement en ligne est appelé à devenir une composante d'un «enseignement pluriel» où les participants passeront par des modules interactifs en ligne avant de participer à une formation sur place. Nous avons reçu des avis très favorables de la part des participants aux modules en ligne qui ont été offerts à titre expérimental dans le cadre de certains cours et espérons élargir progressivement l'éventail de ces prestations. Nous avons en outre lancé une importante collaboration avec edX, initiative à but non lucratif de l'université Harvard et du Massachusetts Institute of Technology qui fait intervenir plus d'une vingtaine d'institutions d'envergure mondiale et offre de nombreux cours en ligne ouverts (CLOM) aux quatre coins du monde. Cette collaboration permettra au FMI de fournir à titre gracieux des enseignements interactifs à quiconque a accès à Internet, et donc d'offrir ses cours de macroéconomie et finances à un public encore plus vaste. Nous espérons pouvoir lancer la version pilote des deux premiers cours en ligne — *Programmation et politiques financières* et *Analyse de viabilité de la dette* — auprès de petits groupes de fonctionnaires durant les mois à venir, pour ensuite les offrir au grand public dans le courant de 2014.

Pour mieux répondre aux besoins de nos pays membres d'Afrique subsaharienne, le nouvel Institut de formation pour l'Afrique (IFA) a ouvert ses portes à Maurice en juin 2013. Nous sommes persuadés que l'IFA deviendra la première institution régionale dans le domaine de la formation en politique macroéconomique, finances publiques, politique monétaire et de change, intégration économique et secteur financier. Nous nous efforçons par ailleurs de mieux intégrer nos formations aux activités des centres régionaux d'assistance technique du FMI en Afrique.

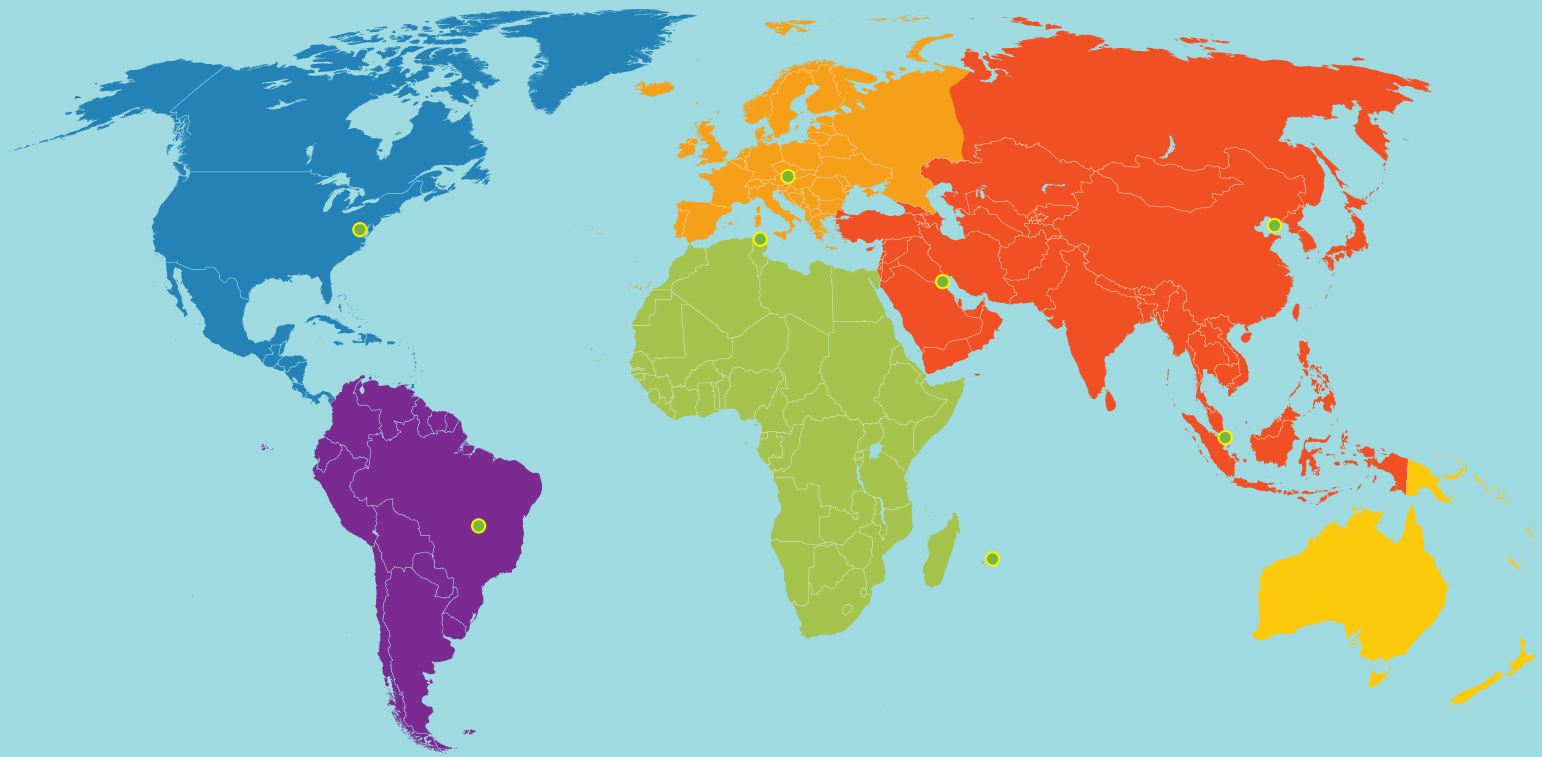
Le programme de formation de cette année comprend de nouveaux cours sur la croissance inclusive, l'inclusion financière et les facteurs de vulnérabilité extérieure. Ces cours répondent à la demande de nos pays membres, qui sont à la recherche de formation tenant compte de l'évolution de la pensée économique et des priorités de politique économique.

Comme l'an dernier, cette brochure offre une description des cours et des informations très utiles sur nos centres régionaux de formation et les dispositions administratives générales. Le calendrier actualisé des cours sera publié en ligne, et toutes les formations y seront affichées au fur et à mesure qu'elles seront programmées. Cela permettra de communiquer rapidement les changements et nouveautés, qui pourront être consultés à l'adresse <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations>.

Enfin et surtout, je tiens à remercier les participants à nos cours pour leur détermination et leur enthousiasme, ainsi que les pays membres qui apportent un soutien financier généreux aux efforts que déploie le FMI en faveur du développement des capacités, notamment sur le plan de l'assistance technique et du programme de formation de l'Institut. Sans leur soutien, il nous serait impossible de répondre aux besoins grandissants des pays membres, à l'heure où ils doivent relever de redoutables défis sur fond de mondialisation croissante.



Sharmini Coorey  
Directrice,  
Institut pour le développement des capacités  
Fonds monétaire international



## Introduction et guide de l'utilisateur

Le développement des capacités est une mission primordiale du Fonds monétaire international (FMI). L'Institut pour le développement des capacités du FMI (l'Institut) organise les cours de formation décrits dans la présente brochure et en assure directement une grande partie. En collaboration avec les centres régionaux de formation, il administre en outre les cours dispensés par d'autres départements du FMI. Les formations offertes couvrent un large éventail de sujets relevant des domaines de compétence du FMI et comportent notamment des cours spécialisés donnés par les Départements des finances publiques, des statistiques, des marchés monétaires et de capitaux, par les Départements juridique et financier, ainsi que par l'Institut. Certains cours sont dispensés plusieurs fois par an et dans différents centres de formation.



Cette brochure donne un aperçu des types de formation que le FMI offre aux fonctionnaires des pays membres, à son siège à Washington ou dans ses centres régionaux de formation. Elle présente brièvement chacun des centres de formation du FMI et des autres sites utilisés, et renseigne sur les dispositions administratives à l'intention des participants.

L'Institut aménage en permanence son programme en affinant les cours proposés et en prévoit de nouveaux pour adapter son enseignement à l'évolution des besoins des fonctionnaires des pays membres et tenir compte des nouveautés en matière d'analyse économique. L'expansion des centres régionaux de formation facilite grandement ce travail, notamment en augmentant la capacité de formation. Il convient de noter que la présente brochure complète, sans les remplacer, les catalogues publiés par les centres régionaux de formation. Les calendriers des cours sont publiés en ligne au fur et à mesure qu'ils sont programmés, et tout changement ou complément d'information est immédiatement signalé.



Pour consulter le calendrier actualisé des cours, veuillez vous rendre sur le site Internet de l'Institut (<http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations>) ou sur les sites des centres de formation régionaux.

## GUIDE DE L'UTILISATEUR

### Aperçu du siège et des centres régionaux

Cette section décrit chacun des principaux sites de formation dont dispose l'Institut : le siège du FMI, à Washington, et les centres régionaux. Dans chaque cas, elle donne la liste des pays admis à bénéficier de la formation, la marche à suivre pour se connecter au site Internet du centre concerné et postuler pour un cours (le cas échéant) et, enfin, les coordonnées des personnes à contacter. Pour certains cours, des services d'interprétation existent dans une deuxième langue, indiquée dans les calendriers en ligne. Il est indispensable que les participants aient une connaissance suffisante de la langue dans laquelle le cours est donné ou interprété.



Pour consulter le calendrier actualisé des cours : <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations>.

### Tableau synoptique des cours et des publics visés

Cette section donne un aperçu, sous forme de tableau, des principaux thèmes couverts par les cours, des publics visés et des départements offrant une formation, avec leurs acronymes. La colonne «publics visés» recommande les catégories de fonctionnaires qui devraient pouvoir tirer le plus grand profit des cours considérés.

**Tableau de progression** : Cette section présente à titre illustratif, sous forme de diagramme, le parcours que pourraient suivre les participants à différents cours offerts par l'Institut.

**Descriptions des cours** : Cette section décrit de manière systématique tous les cours offerts selon une présentation par thème. Outre les objectifs, la teneur et la structure de chaque cours, la section indique à qui il s'adresse et précise les aptitudes attendues des participants.

**Calendriers** : Les calendriers des cours peuvent être consultés sur le site Internet de l'Institut : <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations> ou sur celui des différents centres régionaux.

**Délais de dépôt des candidatures** : Pour prendre connaissance du calendrier actualisé des cours et des dates limites de dépôt des candidatures pour les cours offerts par appel de candidatures, veuillez consulter <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations>.

**Dispositions administratives** : Cette section contient des renseignements sur les procédures de demande d'admission et de parrainage et les modalités de sélection. Les futurs participants aux cours y trouveront également des détails pratiques sur des aspects tels que les déplacements, l'hébergement, ou bien encore l'assurance maladie.



## Programmes de formation à Washington et dans les centres régionaux

La présente section décrit les programmes de formation offerts par l'Institut à son siège, à Washington, et dans chacun de ses centres régionaux de formation (CRF). Pour chaque centre, outre les programmes de formation, elle indique les pays admis à bénéficier des formations du FMI, décrit les modalités de sélection des participants et donne des renseignements pertinents sur les sites Internet et les personnes à contacter dans les centres de formation. Les sections suivantes donnent une description détaillée des cours, structurée par thème.

Cette brochure ne comporte pas d'informations sur les formations du FMI qui ne sont ni assurées ni coordonnées par l'Institut; elle ne contient pas non plus de renseignements sur les cours dispensés dans les CRF par d'autres organisations.







# HQ

## Le siège du FMI (HQ) à Washington

La formation que le FMI offre à son siège à Washington est dispensée en quatre langues (anglais, arabe, espagnol et français). Elle s'adresse pour l'essentiel à un public mondial.

**Pays admissibles :** Tous les pays membres du FMI à l'exception de ceux, peu nombreux, qui ne sont pas admis à bénéficier de l'assistance technique de l'institution. Pour vérifier la liste des cours mis à la disposition des différents pays, veuillez consulter <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations/Eligibility>.

**Modalités de sélection :** Les cours sont offerts par appel de candidature. La procédure de demande d'admission est exposée à la section «Dispositions administratives».

**Dépôt des candidatures :** Les formulaires de candidature peuvent être téléchargés aux adresses suivantes : [www.imf.org/insapply](http://www.imf.org/insapply) pour les cours en anglais et en arabe<sup>1</sup>, [www.imf.org/ins/candidature](http://www.imf.org/ins/candidature) pour les cours en français, et [www.imf.org/ins/solicitud](http://www.imf.org/ins/solicitud) pour les cours en espagnol.

**Invitation :** Pour les cours sur invitation, le message d'invitation comportera un lien vers le formulaire d'inscription en ligne. Les organismes ayant un intérêt particulier pour certains des cours offerts sont invités à adresser un courriel à l'adresse indiquée ci-après.

**Calendrier :** On trouvera un calendrier actualisé et une description complète des cours offerts au siège du FMI à l'adresse <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations>.

### Coordonnées :

Contacteur : M. Sean M. Culhane  
Chief, Training Operations  
Division

Adresse : Institute for Capacity  
Development  
International Monetary Fund  
700 19th Street, NW  
Washington, DC 20431  
États-Unis d'Amérique

Téléphone : +1 (202) 623-6660  
Télécopieur : +1 (202) 623-6490  
Courriel : [icdtas@imf.org](mailto:icdtas@imf.org)

L'Institut pour le développement des capacités n'accepte pas les demandes de candidature et de nomination sur papier.

<sup>1</sup>Les candidatures en ligne aux cours en arabe doivent être rédigées en anglais.



## Formation interne en économie

L'Institut pour le développement des capacités organise une formation interne en sciences économiques (FIE) à l'intention des économistes du FMI, auxquels il offre des cours de courte durée et des séminaires d'une demi-journée pour leur permettre de perfectionner et de mettre à niveau leurs compétences analytiques.

Bien que cette formation soit conçue essentiellement pour le personnel du FMI, un nombre limité de fonctionnaires des pays membres peuvent assister à certains cours de plusieurs jours sous réserve qu'ils prennent en charge leurs frais personnels. L'Institut pour le développement des capacités sélectionne les pays qui seront invités à participer aux cours. Il incombe alors aux gouverneurs du FMI pour ces pays de choisir les fonctionnaires qualifiés et de diffuser l'information aux candidats répondant aux conditions requises.

### Coordonnées :

Contacteur : M<sup>me</sup> Pearl Acquaaah Smith-Mensah  
Chief, Internal Economics  
Training Section  
Adresse : Institute for Capacity  
Development  
International Monetary Fund  
700 19th Street, NW  
Washington, DC 20431  
États-Unis d'Amérique  
Téléphone : +1 (202) 623-6447  
Télécopieur : +1 (202) 623-6140  
Courriel : **[icdco@imf.org](mailto:icdco@imf.org)**

L'Institut du FMI pour le développement des capacités n'accepte pas de candidature ou de nomination sur papier pour les cours de formation interne en économie.

### Cours de formation interne en économie ouverts aux pays admissibles

Thème	Intitulé du cours
Économétrie	Économétrie pour macroéconomistes utilisateurs de Stata
	Prévisions en finances et macroéconomie et leur interface
Finance	Modélisation du risque de crédit
Macroéconomie	Économie des taux de change
	Facteurs de vulnérabilité extérieure dans les pays en développement
	Modèles macroéconomiques avec frictions financières
	Économie monétaire moderne
	Répartition du revenu à l'échelle mondiale et croissance économique

## Enseignement en ligne (EL)

Le nouveau programme d'enseignement en ligne (EL) a pour vocation de compléter le volet du programme de formation résidentiel de l'Institut. Les cours en ligne ont cela d'avantageux qu'ils permettent aux participants de choisir leur propre rythme d'apprentissage. Ils combinent des enregistrements vidéo de conférences, des questionnaires interactifs et des exercices pratiques. Ces cours comprennent également un forum de discussion permettant aux participants d'échanger des points de vue sur le contenu des cours.

L'enseignement en ligne est appelé à devenir une composante d'un « enseignement pluriel » où les participants passeront par des modules interactifs en ligne avant de participer à une formation sur place de l'Institut. Les cours en ligne sont également des formations à part entière.

De manière plus précise, le cours en ligne de Programmation et politiques financières (PPF) offre une introduction aux principales caractéristiques des quatre grands secteurs de la macroéconomie (réel, financier, extérieur et monétaire) et aux liens qui existent entre eux. Pour chaque secteur, le cours présente d'abord la dimension comptable, puis aborde les questions analytiques. Certaines éditions du cours de PPF comprendront un volet en ligne qui devra être achevé avant de passer à la partie du cours offerte sur place.

**Pays admissibles :** Tous les pays membres du FMI à l'exception des quelques pays qui ne sont pas admis à bénéficier de l'assistance technique de l'institution. Pour vérifier la liste des cours mis à la disposition des différents pays, veuillez consulter : <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations/Eligibility>.

**Modalités de sélection :** Les cours en ligne sont offerts par appel de candidature. La procédure de candidature aux cours est décrite à la section consacrée aux dispositions administratives.

**Dépôt des candidatures :** Le formulaire de candidature est accessible à l'adresse [www.imf.org/insapply](http://www.imf.org/insapply).

Les cours en ligne exigent une connexion Internet fiable et peuvent également nécessiter des logiciels tels que Excel ou EViews. La description des cours précisera ce type d'exigences, de même que la durée du cours et le temps que les participants sont censés consacrer au cours chaque semaine.

**Calendrier :** On trouvera un calendrier actualisé et une description complète des cours offerts sur le site Internet de l'Institut : <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations>.

### Coordonnées :

Contacteur : M. Sean M. Culhane  
Chief, Training Operations  
Division

Adresse : Institute for Capacity  
Development  
International Monetary Fund  
700 19th Street, NW  
Washington, DC 20431  
États-Unis d'Amérique

Téléphone : +1 (202) 623-6660  
Télécopieur : +1 (202) 623-6490  
Courriel : [icdtas@imf.org](mailto:icdtas@imf.org)



# IFA

## Institut de formation pour l'Afrique (IFA)

**E**n collaboration avec le gouvernement de Maurice et avec le concours financier des autorités chinoises et australiennes, l'Institut du FMI pour le développement des capacités offre des cours en gestion macroéconomique à l'Institut de formation pour l'Afrique (IFA), à Maurice. Ces cours sont mis à la disposition des fonctionnaires des pays membres d'Afrique subsaharienne. L'IFA a ouvert ses portes en juin 2013. Les cours sont dispensés en anglais et en français.

**Pays admissibles :** Pour vérifier la liste des cours mis à la disposition des différents pays, veuillez consulter : <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations/Eligibility>.

**Modalités de sélection :** Les cours sont offerts sur invitation uniquement. Les candidatures sont présentées par des organismes publics à la demande de l'IDC.

**Calendrier :** On trouvera un calendrier actualisé et une description complète des cours offerts sur le site Internet de l'Institut : <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations>.

### Coordonnées :

Contacteur : M. Vitaliy Kramarenko,  
Directeur, Institut de formation  
pour l'Afrique  
Adresse : Bramer House  
66C2 Cybercity  
7th Floor  
Ebène, Maurice  
Téléphone : +230-207-5350  
Télécopieur : +230-213-2061  
Courriel : [icdacast@imf.org](mailto:icdacast@imf.org)  
Site Internet : <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/Mauritius-ATI>







# CFB

## Centre régional multilatéral pour l'Amérique latine au Brésil (CFB)

**L**e Centre régional multilatéral pour l'Amérique latine au Brésil (CFB) a été créé en 2001, à l'initiative du gouvernement brésilien et du FMI. Les cours sont en général donnés en anglais et en espagnol à l'intention de fonctionnaires pour la plupart originaires d'Amérique latine.

**Pays admissibles :** Pour vérifier la liste des cours mis à la disposition des différents pays, veuillez consulter : <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations/Eligibility>.

**Modalités de sélection :** Les cours sont offerts sur invitation uniquement. Les candidatures sont présentées par des organismes publics à la demande du département du FMI chargé de la formation.

**Calendrier :** On trouvera le calendrier et une description complète des cours sur le site Internet de l'Institut à l'adresse <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations>.

### Coordonnées :

Contacteur : M<sup>me</sup> Juliana Mozachi  
Executive Manager  
Adresse : Universidade Banco Central  
do Brasil (UniBacen)  
Setor Bancario Sul (SBS)  
Quadra 3 – Bloco B  
Edifício Sede do Banco Central  
do Brasil  
5 SS – Sala da UniBacen  
CEP : 70074-900  
Brasília, DF, Brésil  
Téléphone : +55 (61) 3414-5082  
Télécopie : +55 (61) 3414-5144  
Courriel : [juliana.mozachi@bcb.gov.br](mailto:juliana.mozachi@bcb.gov.br)



# CEF

## Centre d'études économiques et financières FMI–Moyen-Orient (CEF)

**C**réé en 2011, le Centre d'études économiques et financières FMI–Moyen-Orient (CEF) est financé par le gouvernement du Koweït. L'Institut pour le développement des capacités y organise des cours à l'intention des fonctionnaires des pays membres de la Ligue arabe, en collaboration avec d'autres départements du FMI (Départements financier, des finances publiques, des marchés monétaires et de capitaux, des études et des statistiques) et d'autres organisations. La mission primordiale du CEF est de renforcer les aptitudes des participants en ce qui a trait à l'analyse et au diagnostic économiques, ainsi qu'à la formulation et la mise en œuvre de politiques économiques et financières performantes. Au CEF, le FMI est le principal intervenant en matière de gestion macroéconomique et financière. En dehors des principaux domaines de compétence du FMI, la formation est assurée par d'autres institutions telles que la Banque mondiale, l'OCDE et l'OMC. En outre, conformément à son objectif d'étroite collaboration avec les institutions régionales, le CEF assure des formations conjointes avec le Fonds monétaire arabe à Abou Dhabi. En règle générale, les cours sont offerts en arabe ou en anglais avec interprétation vers l'arabe.

**Pays admissibles :** Pour vérifier la liste des cours mis à la disposition des différents pays, veuillez consulter <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations/Eligibility>.

**Modalités de sélection :** Les cours du CEF sont offerts sur invitation uniquement; les candidatures sont présentées par des organismes publics à la demande du CEF.

**Calendrier :** On trouvera le calendrier et une description complète des cours à l'adresse <http://www.cef.me> et sur le site Internet de l'Institut à l'adresse <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations>.

### Coordonnées :

Contacteur : M. Abdelhadi Yousef  
Director

Adresse : IMF–Middle East Center for  
Economics and Finance  
The Symphony Building  
Salem Al Mubarak St.  
Salmiya, Block 71  
P.O. Box 273, Salmiya, 22003

Téléphone : +965 22245050  
Télécopie : +965 22245055  
Courriel : [cefinfo@imf.org](mailto:cefinfo@imf.org)



## Programme de formation conjoint FMI–Chine (PFC)

**E**n collaboration avec la Banque populaire de Chine (BPC), le FMI organise en Chine des cours destinés aux fonctionnaires chinois. Le Programme de formation conjoint FMI–Chine (PFC) a débuté en 2000.

**Pays admissible :** Chine<sup>1</sup>.

**Modalités de sélection :** Les cours sont ouverts aux fonctionnaires chinois, uniquement sur invitation. Les candidatures sont présentées par des organismes publics à la demande du département du FMI chargé de la formation.

**Calendrier :** On trouvera le calendrier actualisé et une description complète des cours sur le site Internet de l'Institut à l'adresse <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations>.

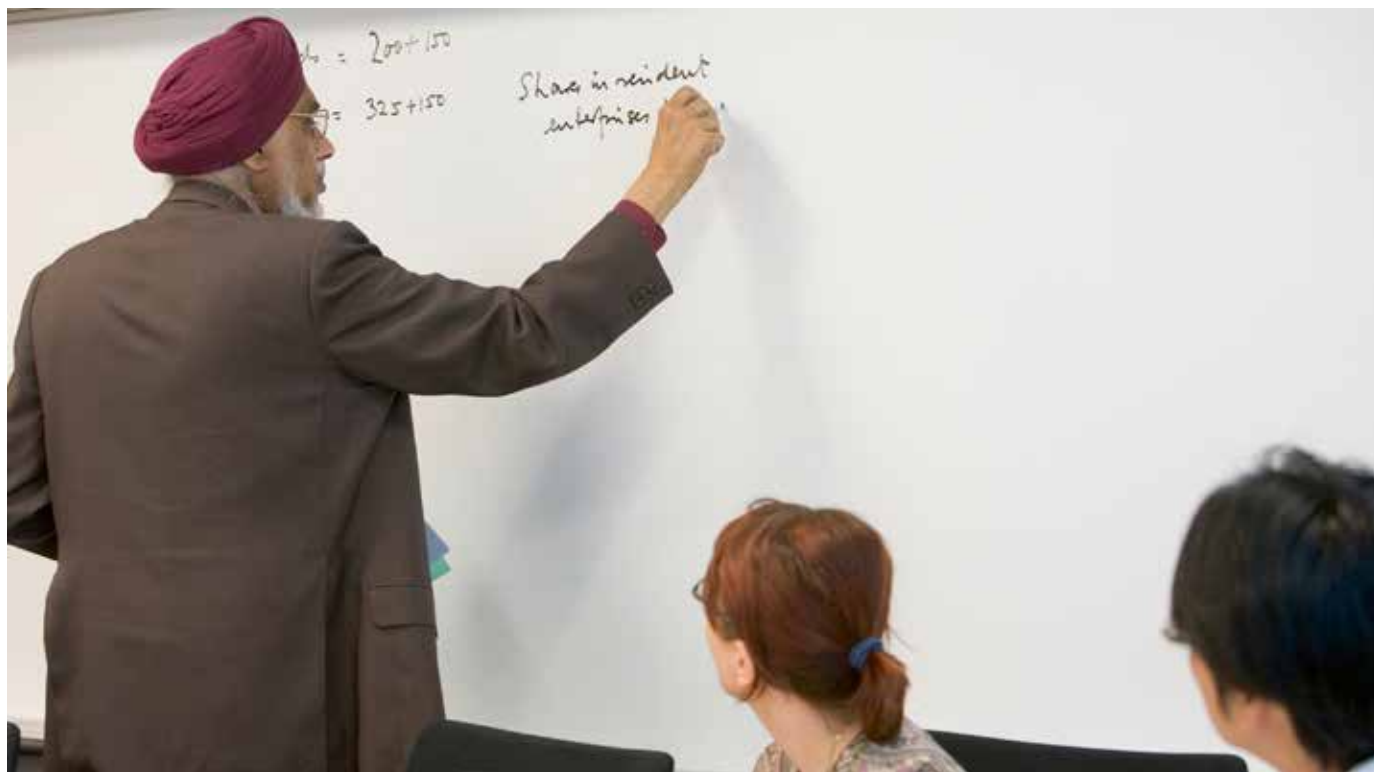
### Coordonnées :

Contacteur : M. Liu Pengpeng  
Director of the IMF Training  
Department  
CTP

Adresse : Joint China–IMF Training  
Program in Dalian  
No. 68 Binhai West Road,  
Xingang District  
Dalian 116013, Liaoning Province  
République populaire de Chine

Téléphone : +86 (411) 8240-8840  
Télécopie : +86 (411) 8240-8843  
Courriel : [ctpinfo@imfctp.org](mailto:ctpinfo@imfctp.org)

<sup>1</sup>Y compris RAS de Hong Kong et RAS de Macao.





# PMA

## Partenariat multilatéral pour l'Afrique (PMA)

Le Partenariat multilatéral pour l'Afrique (PMA) — entre la Banque africaine de développement et le Fonds monétaire international — a été mis sur pied en janvier 2010 à la place de l'Institut multilatéral d'Afrique. Le PMA est chargé de l'organisation des formations sur plusieurs sites en Afrique, selon le public visé. L'Institut continue d'organiser conjointement ces cours offerts en anglais et en français.

**Pays admissibles :** Pour vérifier la liste des cours mis à la disposition des différents pays, veuillez consulter <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations/Eligibility>.

**Modalités de sélection :** Les cours sont offerts sur invitation uniquement. Les candidats sont présentés par des organismes publics à la demande du département du FMI concerné.

**Calendrier :** On trouvera le calendrier actualisé et une description complète des cours sur le site Internet de l'Institut à l'adresse <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations>.

### Coordonnées :

Contacteur : M<sup>me</sup> Bernadette Dia Kamgnia  
Chef de division, EADI.2  
Adresse : c/o Banque africaine de développement  
B.P. 323  
1002 Tunis Belvédère, Tunisie  
Téléphone : +216 7110 2901  
Télécopieur : +216 7183 3916  
Courriel : [b.kamgnia@afdb.org](mailto:b.kamgnia@afdb.org)







# IMV

## Institut multilatéral de Vienne (IMV)

L'Institut pour le développement des capacités organise des cours à l'Institut multilatéral de Vienne (Autriche) à l'intention des fonctionnaires des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est et du Sud-Est, y compris les nouveaux membres de l'Union européenne (UE), et des pays d'Asie centrale. L'IMV a été créé en 1992. Il bénéficie de l'appui de deux chefs de file — l'Autriche, représentée par le Ministère fédéral des finances et la Banque nationale d'Autriche, et le FMI —, de quatre donateurs — la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) — et d'autres bailleurs de fonds bilatéraux. Depuis la fin de 2007, la Commission européenne (CE) a le statut d'observateur. En 2009, l'Institut a commencé à élargir son offre de cours à l'IMV en proposant davantage de formations de haut niveau en macroéconomie et en finance. Des participants d'autres pays sont parfois invités à prendre part aux cours de l'IMV.

**Pays admissibles :** Pour vérifier la liste des cours mis à la disposition des différents pays, veuillez consulter <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations/Eligibility>.

**Modalités de sélection :** Les cours sont principalement offerts par dépôt de candidature. Les critères d'admission sont exposés à la section

«Dispositions administratives»; pour les cours offerts sur invitation, les candidatures sont présentées par des organismes publics à la demande du département du FMI chargé de la formation.

**Dépôt des candidatures :** Le formulaire de candidature en ligne est accessible à l'adresse [www.imf.org/insapply](http://www.imf.org/insapply).

**Calendrier :** On trouvera le calendrier actualisé et la description complète des cours à l'adresse [www.jvi.org](http://www.jvi.org) et sur le site de l'Institut à l'adresse <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/Austria-JVI>.

### Coordonnées :

Contacteur : M. Norbert Funke  
Director  
Adresse : Joint Vienna Institute  
Mariahilfer Strasse 97  
A-1060 Vienna  
Autriche  
Téléphone : +43 (1) 798-9495  
Télécopie : +43 (1) 798-0525  
Courriel : [jvi@jvi.org](mailto:jvi@jvi.org)

L'Institut pour le développement des capacités n'accepte pas les demandes de candidature et de nomination sur papier.



# IRS

## Institut régional FMI–Singapour (IRS)

**E**n collaboration avec le gouvernement de Singapour, l'Institut pour le développement des capacités organise des cours destinés aux fonctionnaires des pays de la région Asie–Pacifique, à l'Institut régional FMI–Singapour (IRS). Le programme a démarré en 1998.

**Pays admissibles :** Pour vérifier la liste des cours mis à la disposition des différents pays, veuillez consulter <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations/Eligibility>.

**Modalités de sélection :** Les cours sont offerts par appel de candidature, ou sur invitation. Les critères d'admission sont exposés à la section «Dispositions administratives»; pour les cours offerts sur invitation, les candidatures sont présentées par des organismes publics à la demande du département du FMI chargé de la formation.

**Dépôt des candidatures :** Le formulaire de candidature est accessible à l'adresse [www.imf.org/insapply](http://www.imf.org/insapply). Toute modification du calendrier des cours sera affichée sur le programme en ligne des formations de l'Institut.

**Calendrier :** On trouvera le calendrier actualisé et la description complète des cours à l'adresse [www.imfsti.org](http://www.imfsti.org) et sur le site de l'Institut à l'adresse <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations>.

### Coordonnées :

Contacteur : M. Sunil Sharma  
Director  
Adresse : IMF–Singapore Regional Training  
Institute  
10 Shenton Way  
MAS Building 14-03  
Singapore 079117  
Singapour  
Téléphone : +65 6225-5311  
Télécopieur : +65 6225-6080  
Courriel : [stiinfo@imf.org](mailto:stiinfo@imf.org)

## Autres formations (AF)

Outre les cours dispensés au siège et dans les centres régionaux de formation, l'Institut offre bon nombre de cours dans les centres régionaux d'assistance technique et sur d'autres sites, souvent en collaboration avec d'autres organismes de formation régionaux. Des cours sont dispensés en anglais, en arabe, en espagnol, en français et en portugais. La capacité de l'Institut à offrir ces autres formations dépend dans une grande mesure de l'appui financier que lui apportent les hôtes et les donateurs.

En règle générale, les cours sont programmés de manière à répondre à des besoins régionaux ou sous-régionaux. La présente brochure en donne une description. La participation à ces AF est **exclusivement sur invitation**. Les candidatures sont présentées par des organismes publics sur demande de nominations.



Les détails sur les sites de formation et les calendriers actualisés des cours sont affichés sur le programme de formation à l'adresse <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/Other-Training>.





## **Tableau des thèmes couverts et des publics visés**

Le tableau des thèmes couverts et des publics visés offre un aperçu des cours classés selon huit grands domaines. Cette ventilation aidera les participants potentiels à trouver les sujets qui pourraient les intéresser. La colonne «public visé» donne une indication des types de fonctionnaires qui se prêtent le mieux à chacun des cours.





Département <sup>1</sup>	Thème/Intitulé du cours	Public visé
	<b>Cours spécialisés de finances publiques</b>	
FAD	Cadres budgétaires à moyen terme, règles budgétaires et conseils budgétaires — Options pour assurer la viabilité des finances publiques	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur intervenant dans les décisions de politique budgétaire.
FAD	Institutions et discipline budgétaires	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des ministères des finances, du Trésor, des départements de gestion de la dette, des ministères de l'économie ou des divisions de planification financière des ministères sectoriels.
FAD	Modernisation de la gestion du Trésor dans les pays en développement	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur du Trésor et de l'administration centrale des pays de la région Asie-Pacifique.
FAD	Réforme des subventions aux produits pétroliers	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des ministères des finances ou des organismes publics intervenant dans la tarification des produits pétroliers ou dans la politique de subvention à ces produits.
FAD	Renforcement des institutions budgétaires	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des ministères des finances, du Trésor, des départements de gestion de la dette, des ministères de l'économie ou des divisions de planification financière des ministères sectoriels.
	<b>Évaluations des sauvegardes</b>	
FIN	Évaluation des dispositifs de sauvegarde des banques centrales	Cadres de direction de banques centrales responsables de la comptabilité, de la communication des informations financières, de l'audit, de la gestion des risques, du contrôle interne, des statistiques, des opérations juridiques ou de gestion des réserves, ou qui siègent à un conseil ou à un comité qui s'occupe de la supervision de l'audit, des investissements et de la communication des informations financières.
	<b>Prévision et modélisation macroéconomiques</b>	
FAD	Gestion macrobudgétaire et transparence des finances publiques dans les pays riches en ressources naturelles	Cadres supérieurs des ministères des finances, intervenant notamment dans les cellules macrobudgétaires et directions du budget.
IDC	Modélisation et analyse macrobudgétaires	i) Cadres de rang intermédiaire ou supérieur des banques centrales, des ministères des finances et des organes de régulation intervenant dans les décisions de politique budgétaire qui ont déjà participé au cours de gestion macroéconomique et politique budgétaire (GMPB) et/ou qui ont de solides bases en analyse des politiques budgétaires; ii) cadres débutants associés à l'élaboration des documents d'analyse des questions de politique budgétaire.
IDC	Prévision macroéconomique	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur qui interviennent dans la préparation des prévisions utilisées pour l'élaboration et la mise en œuvre de la politique macroéconomique.
IDC	Prévision macroéconomique avancée	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur qui participent aux études utilisées dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique macroéconomique. Il serait souhaitable que les participants soient familiarisés avec le contenu du cours de prévision macroéconomique de l'IDC.
IDC	Utilisation des modèles DSGE dans le processus de décision	Cadres de rang intermédiaire ou supérieur intervenant dans l'analyse macroéconomique des questions de politiques monétaire et budgétaire à l'aide de modèles dynamiques d'équilibre général stochastique (modèles DSGE).
	<b>Questions de secteur financier</b>	
IDC	Analyse des marchés financiers	Cadres de niveaux débutant à intermédiaire des banques centrales, des ministères des finances et des organismes de réglementation s'intéressant aux fondamentaux de l'analyse financière comme outil servant à la prise de décision.
IDC	Éléments fondamentaux de la supervision bancaire	Responsables du contrôle bancaire.

<sup>1</sup> Sigles et abréviations des différents départements du FMI : Département des finances publiques (FAD); Département financier (FIN); Institut pour le développement des capacités (IDC); Département juridique (LEG); Département des marchés monétaires et de capitaux (MCM); Département des statistiques (STA).

Département <sup>1</sup>	Thème/Intitulé du cours	Public visé
IDC	Finances pour macroéconomistes	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des banques centrales, des ministères des finances ou des organes de réglementation s'intéressant à l'examen du rôle et des fonctions des marchés et établissements financiers et de leur lien avec la macroéconomie.
MCM	Gestion des actifs souverains : cadre d'affectation stratégique des actifs	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur activement impliqués dans la gestion d'actifs souverains et la gestion des risques au sein des banques centrales et des autres institutions chargées de la gestion d'actifs tels que les fonds souverains, ainsi qu'agents intervenant dans la gestion des passifs souverains.
IDC	Inclusion financière	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des banques centrales et des organismes publics chargés du secteur financier et de sa réglementation, la préférence étant accordée aux candidats actifs dans les domaines directement liés à l'inclusion financière.
IDC	Intégration économique et monétaire	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des banques centrales et des ministères des finances des pays signataires d'accords d'intégration régionale ou qui envisagent ou prévoient la mise en place d'accords de ce type.
IDC	Marchés financiers et nouveaux instruments financiers	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des banques centrales, des ministères des finances ou des organes de réglementation.
IDC	Marchés hypothécaires et stabilité financière	Cadres supérieurs des banques centrales, organismes de réglementation et ministères des finances se consacrant au développement des marchés des capitaux, à la réglementation et à la supervision financières, ainsi qu'à la surveillance des marchés financiers.
IDC	Politiques économiques pour la stabilité financière	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur de banques centrales, ministères des finances ou organes de réglementation qui participent à l'élaboration des politiques macroéconomique et financière.
IDC	Politiques macroprudentielles	Économistes des banques centrales ou des organismes publics ou cadres des organes de réglementation chargés des questions macroéconomiques et de surveillance.
MCM	Stabilité financière, risque systémique et politique macroprudentielle	Cadres des banques centrales ou des ministères des finances se consacrant à la stabilité financière ou aux études en la matière, ou cadres chargés de la réglementation financière.
IDC	Surveillance macrofinancière	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des banques centrales, des ministères des finances ou des organes de réglementation.
MCM	Tests de résistance macroéconomiques	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des départements/services chargés du contrôle bancaire ou de la stabilité financière au sein des banques centrales ou des autorités de contrôle bancaire.
	<b>Programmation et politiques financières</b>	
ICD	Programmation et politiques financières	Cadres, principalement de ministères tels que des finances, de l'économie ou du plan, ou des banques centrales ayant des fonctions de conseil en politique macroéconomique et financière ou chargés de la mise en œuvre des politiques.
	<b>Politiques macroéconomiques</b>	
IDC	Analyse de la politique monétaire	i) Cadres de rangs intermédiaire à supérieur intervenant dans les décisions de politique monétaire fondées, en partie ou dans une grande mesure, sur des modèles; et ii) agents intervenant dans l'exploitation des modèles macroéconomiques.
IDC	Analyse et prévision budgétaires	Cadres débutants des ministères des finances et des banques centrales qui gagneraient à approfondir leur compréhension des dimensions macroéconomiques des questions budgétaires.

<sup>1</sup> Sigles et abréviations des différents départements du FMI : Département des finances publiques (FAD); Département financier (FIN); Institut pour le développement des capacités (IDC); Département juridique (LEG); Département des marchés monétaires et de capitaux (MCM); Département des statistiques (STA).

Département <sup>1</sup>	Thème/Intitulé du cours	Public visé
IDC	Croissance inclusive	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des ministères des finances, de l'économie ou du plan ou des banques centrales qui assurent des fonctions de conseil en politique macroéconomique ou financière ou interviennent dans leur mise en œuvre.
IDC	Diagnostics macroéconomiques	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des banques centrales et des ministères des finances ou de l'économie intervenant directement dans les diagnostics sur la situation macroéconomique et dans l'élaboration de projections.
IDC	Exercice d'alerte avancée	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des banques centrales ou d'organismes publics chargés de l'évaluation des risques et vulnérabilités macroéconomiques et financiers et des mesures de la définition de mesures pour les corriger.
IDC	Gestion macroéconomique et gestion des ressources naturelles	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des banques centrales, des ministères des finances et d'autres organismes publics pertinents qui interviennent dans l'élaboration et participent à la mise en œuvre des politiques dans les pays riches en ressources naturelles.
IDC	Gestion macroéconomique et politique budgétaire	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des ministères des finances, de l'économie ou du plan ou des banques centrales qui assurent des fonctions de conseil en politique macroéconomique ou interviennent dans leur mise en œuvre.
IDC	Gestion macroéconomique et questions relatives à la dette	Cadres moyens à supérieurs, de préférence des ministères des finances, des organismes chargés de la dette ou de la banque centrale, qui assurent des fonctions de conseil en politique macroéconomique et politique de la dette, ou qui sont chargés de leur mise en œuvre.
IDC	Gestion macroéconomique et secteur financier	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur intervenant dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques du secteur financier ou dans l'interaction de ces politiques avec la gestion macroéconomique.
IDC	Gestion macroéconomique pour cadres dirigeants	Cadres de rang supérieur, responsables de départements et superviseurs des services économiques des banques centrales et des ministères des finances et de l'économie et organismes pertinents de planification, ayant une expérience de la politique économique et encadrent des économistes. Le cours s'adresse tout particulièrement aux fonctionnaires dont les subalternes ont suivi les cours de programmation financière ou de gestion macroéconomique.
IDC	Incidence macroéconomique des questions budgétaires	Cadres débutants des ministères des finances et des banques centrales qui gagneraient à approfondir leur compréhension des dimensions macroéconomiques des questions budgétaires.
IDC	Politique monétaire et politique de change	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur intervenant dans la politique monétaire et la politique de change.
MCM	Stratégies performantes de gestion de la dette publique dans un monde d'actifs souverains	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des ministères, autorités monétaires ou autres instances du secteur public chargés des politiques de gestion de la dette et des décisions en la matière, ou de la supervision et gestion d'importants portefeuilles d'actifs souverains.
IDC	Vulnérabilité extérieure — Exercice d'alerte avancée	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des banques centrales ou d'organismes publics chargés de l'évaluation de la vulnérabilité extérieure et d'autres risques macroéconomiques.
IDC	Vulnérabilités et politiques extérieures	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des banques centrales ou d'organismes publics chargés de l'élaboration et de l'exécution des politiques influant sur la solidité de la position extérieure de leur pays.
	<b>Questions juridiques</b>	
LEG	Aspects juridiques des institutions financières internationales	Juristes chevronnés des pays émergents chargés des aspects juridiques de l'appartenance ou de l'adhésion future de leur pays à des institutions financières internationales.

<sup>1</sup> Sigles et abréviations des différents départements du FMI : Département des finances publiques (FAD); Département financier (FIN); Institut pour le développement des capacités (IDC); Département juridique (LEG); Département des marchés monétaires et de capitaux (MCM); Département des statistiques (STA).

Département <sup>1</sup>	Thème/Intitulé du cours	Public visé
LEG	Atelier sur l'insolvabilité des entreprises et des ménages	Hauts responsables des pays européens chargés de la législation applicable à l'insolvabilité des entreprises et des ménages et des questions connexes.
LEG	Ateliers sur la LBC/FT pour les responsables juridiques	Responsables de la supervision du secteur financier, cadres des cellules de renseignement financier (CRF), fonctionnaires de la justice pénale ou autres juristes spécialisés de la fonction publique.
LEG	Cadre légal des banques centrales et du secteur financier	Juristes du secteur public ou des pays émergents ou en transition dont les activités sont liées à la banque centrale, à la surveillance des infrastructures du marché financier, à la réglementation/supervision du secteur financier, aux résolutions bancaires et à la gestion des crises.
LEG	Mise en application des nouvelles normes internationales de LBC/FT	Responsables de la supervision et de la réglementation du secteur financier au sein de certaines professions ou activités non financières, cadres des cellules de renseignement financier (CRF), fonctionnaires de la justice pénale ou autres fonctionnaires intervenant dans la mise en application du dispositif de LBC/FT.
LEG	Questions actuelles liées à l'élaboration du droit budgétaire et fiscal	Juristes des ministères des finances des pays membres intervenant dans les aspects juridiques de la politique budgétaire.
<b>Statistiques macroéconomiques</b>		
STA	Cours avancé de statistiques monétaires et financières	Fonctionnaires des banques centrales chargés de l'établissement des statistiques monétaires.
STA	Cours d'introduction aux statistiques monétaires et financières	Fonctionnaires des banques centrales chargés de l'établissement des statistiques monétaires.
STA	Indicateurs de solidité financière	Cadres des banques centrales et des organismes de supervision du secteur financier, qui participent au recueil, à l'établissement et à l'analyse des indicateurs de solidité financière.
STA	Manuel de comptes nationaux trimestriels	Responsables de l'établissement des comptes nationaux trimestriels.
STA	Normes internationales de données dans les plateformes nationales d'ouverture des données	Correspondants chargés de la communication de données nationales et fonctionnaires dont la principale responsabilité est la diffusion des statistiques nationales.
STA	Statistiques de comptabilité nationale	Statisticiens chargés de l'établissement des statistiques de comptabilité nationale au sein des organismes publics responsables de l'établissement des données des comptes nationaux.
STA	Statistiques de finances publiques	Cadres avant tout responsables de l'établissement des statistiques de finances publiques.
STA	Statistiques de la balance des paiements	Responsables de l'établissement des statistiques de balance des paiements (BDP), à la différence des analystes de la BDP, appartenant à l'organisme responsable de l'établissement des statistiques et correspondant officiel du FMI.
STA	Statistiques de la dette du secteur public	Fonctionnaires dont la principale responsabilité est l'établissement des statistiques de la dette du secteur public.
STA	Statistiques de la dette extérieure	Fonctionnaires chargés principalement de l'établissement des statistiques de la dette extérieure.
STA	Statistiques des prix	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur responsables de l'établissement d'au moins l'un des indices de prix suivants et ayant une expérience directe en la matière : indice des prix à la consommation (IPC), indice des prix à la production (IPP) ou indices des prix à l'exportation et à l'importation (IPX).
STA	Système de statistiques de comptes macroéconomiques et liens y afférents	Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des ministères des finances, de l'économie ou du plan ou des banques centrales, qui interviennent dans les travaux d'analyse, de conseil et de mise en œuvre de la politique macroéconomique.

<sup>1</sup> Sigles et abréviations des différents départements du FMI : Département des finances publiques (FAD); Département financier (FIN); Institut pour le développement des capacités (IDC); Département juridique (LEG); Département des marchés monétaires et de capitaux (MCM); Département des statistiques (STA).



# TABLEAU DE PROGRESSION

Le tableau ci-dessous énumère certains des cours offerts par l'IDC en les regroupant en quatre grandes catégories et en indiquant le contenu et le niveau des formations.

Il décrit à titre illustratif le parcours que pourraient suivre les participants pour évoluer du niveau de base au niveau avancé dans chaque cursus. Il donne une idée des cours qui pourraient être pris comme point de départ pour passer ensuite aux thèmes abordés aux niveaux intermédiaire et avancé.

Ce tableau de progression ne s'applique qu'aux cours dispensés par l'IDC. S'agissant des autres départements du FMI qui assurent des formations, il convient de se mettre directement en rapport avec eux pour obtenir une description de la progression de leur cursus.

COURS OFFERTS PAR L'IDC			
	Cours de base	Cours intermédiaires	Cours avancés
<b>POLITIQUES MACROÉCONOMIQUES</b>	Programmation et politiques financières (PPF)	Diagnostics macroéconomiques (DM) Gestion macroéconomique et politique budgétaire (GMPB) Gestion macroéconomique et secteur financier (GMSF) Vulnérabilité extérieure — Exercice d'alerte avancée (VE-EAA) Gestion macroéconomique et questions relatives à la dette (GMD)	Utilisation des modèles DSGE dans le processus de décision (MDES) Modélisation et analyse macrobudgétaires (MAMB) Politique monétaire et politique de change (PMPC) Analyse de la politique monétaire (APM)
<b>FINANCE</b>	Analyse des marchés financiers (AMF)	Politiques économiques pour la stabilité financière (ESF) Finances pour macroéconomistes (FME) Inclusion financière (IF)	Marchés financiers et nouveaux instruments financiers (MFN) Marchés hypothécaires et stabilité financière (MHSF) Politiques macroprudentielles (PMP) Surveillance macrofinancière (SM)
<b>PRÉVISION</b>		Prévision macroéconomique (PM)	Prévision macroéconomique avancée (PM-A)
<b>AUTRES COURS SPÉCIALISÉS</b>		Gestion macroéconomique et gestion des ressources naturelles (GMRN) Croissance inclusive (CI) Intégration économique et monétaire (IEM)	



## Description des cours

On trouvera ci-après la liste complète des cours que l'Institut et d'autres départements du FMI dispensent au siège, dans les centres régionaux de formation et sur d'autres sites dans le monde. Les cours sont classés par ordre alphabétique pour chacun des thèmes couverts.



Pour consulter le calendrier actualisé, veuillez vous rendre sur le site Internet de l'Institut à **<http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations>**.



## Cours spécialisés de finances publiques

### Cadres budgétaires à moyen terme, règles budgétaires et conseils budgétaires – Options pour assurer la viabilité des finances publiques (CBMT)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur intervenant dans les décisions de politique budgétaire.

**Qualifications requises :** Les participants doivent avoir une vaste expérience des institutions de politique budgétaire.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine, offert par le Département des finances publiques du FMI, examine le rôle que des institutions et une gouvernance budgétaires solides peuvent jouer pour assurer la viabilité des finances publiques. Il se centre notamment sur trois domaines, en s'inspirant de l'expérience de nombreux pays :

- Cadres budgétaires à moyen terme : Le cours expliquera en quoi une perspective à moyen terme en matière de budgétisation peut améliorer la discipline budgétaire et la maîtrise des dépenses, et abordera les conditions préalables à remplir pour que le dispositif mis en place produise les résultats escomptés. Le cours examine par ailleurs les principales compo-

santes d'un cadre budgétaire à moyen terme et les liens avec les règles budgétaires.

- Règles budgétaires : Le cours comprend trois grands volets : i) les différents types de règles budgétaires et leurs propriétés; ii) les particularités de leur conception (par exemple choix des variables ciblées, clauses de sauvegarde, mécanisme de correction automatique, calendrier, questions de coordination entre les administrations centrale et infranationales); iii) l'examen particulier des règles d'équilibre budgétaire structurel, comme celles qu'ont convenu d'adopter les pays membres de l'UE dans le cadre du pacte budgétaire.
- Conseils budgétaires : Le cours examine le rôle que peuvent jouer des conseils budgétaires indépendants dans le renforcement des résultats budgétaires en sensibilisant l'opinion publique et en renforçant la responsabilisation, tout en offrant aux pouvoirs publics une certaine marge de manœuvre.

### Institutions et discipline budgétaires (IDB)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des ministères des finances, du Trésor, des départements de gestion de la dette, des ministères de l'économie ou des services de planification financière des ministères sectoriels.

**Qualifications requises :** Les participants doivent avoir une solide expérience de la politique budgétaire, des dossiers macroéconomiques ou de la budgétisation.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine, animé par le Département des finances publiques du FMI, examine le rôle des institutions budgétaires, telles que les cadres budgétaires à moyen terme, la budgétisation de haut en bas, la budgétisation à moyen terme, la gestion de trésorerie et de la dette, les institutions budgétaires indépendantes et le caractère exhaustif du budget, ainsi que leur importance pour la discipline budgétaire.

### Modernisation de la gestion du Trésor dans les pays en développement (MTPD)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur du Trésor et de l'administration centrale des pays de la région Asie-Pacifique.

**Qualifications requises :** De cinq à dix années d'expérience au sein d'un ministère des finances ou des services financiers d'un grand ministère sectoriel. Fonctionnaires du Trésor ayant à leur actif un diplôme (de préférence avancé) en sciences économiques, finances ou comptabilité.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine, offert par le Département des finances publiques du FMI, traite de l'élaboration des principales composantes d'une gestion moderne du Trésor dans les pays en développement. Le cours couvrira, entre autres thèmes, la justification et la structure d'un compte unique du Trésor, l'utilisation

du grand livre et de comptes soldés, les systèmes de paiement et de recouvrement centralisés et décentralisés, l'utilisation efficace au niveau des coûts des services de transaction avec la banque centrale et les banques commerciales, et les liens entre les processus de comptabilité et de paiement, l'élaboration des plans comptables et les systèmes d'information intégrés de gestion financière de l'État. En outre, le cours abordera les méthodes élémentaires de planification de trésorerie, la gestion active et passive de trésorerie, les stratégies élémentaires d'émission, et la coordination entre la gestion de la trésorerie et la gestion de la dette. Le contexte institutionnel des diverses fonctions de Trésor sera également traité. Le cours combinera différentes formules didactiques, dont conférences, travaux en groupe et tables rondes.

## Réforme des subventions aux produits pétroliers (RSP)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des ministères des finances ou des organismes publics intervenant dans la tarification des produits pétroliers ou dans la politique de subvention à ces produits.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être impliqués dans le processus de tarification des carburants ou d'établissement des subventions dans leur pays.

**Description du cours :** Ce cours de trois jours, animé par le Département des finances publiques du FMI, examine l'évolution récente de la problématique des sub-

ventions aux produits pétroliers; les options de réforme de ces subventions, y compris l'élaboration de mesures de protection sociale en faveur des couches de population à faible revenu lésées par la réduction des subventions; et les divers mécanismes de tarification pouvant aider à lisser la répercussion des cours internationaux sur les prix intérieurs tout en protégeant par ailleurs le budget. Les participants pourront être invités à faire des exposés sur différents aspects de l'expérience de leur pays dans la tarification des carburants et la réforme des subventions.

## Renforcement des institutions budgétaires (RIB)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des ministères des finances, du Trésor, des départements de gestion de la dette, des ministères de l'économie ou des services de planification financière des ministères sectoriels.

**Qualifications requises :** Les participants doivent avoir une solide expérience de la politique budgétaire, des dossiers macroéconomiques ou de la budgétisation.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine, animé par le Département des finances publiques du FMI, examine le rôle des institutions budgétaires, telles que les cadres budgétaires à moyen terme, la budgétisation de haut en bas, la budgétisation à moyen terme, la gestion de trésorerie et de la dette, les institutions budgétaires indépendantes et le caractère exhaustif du budget et leur importance pour la discipline budgétaire.

## Évaluations des sauvegardes

### Évaluation des dispositifs de sauvegarde des banques centrales (ESBC)

**Public visé :** Cadres de direction de banques centrales responsables de la comptabilité, de l'information financière, de l'audit, de la gestion des risques, du contrôle interne, des statistiques, des opérations juridiques ou de la gestion des réserves, ou qui siègent à un conseil ou à un comité chargé de la supervision de l'audit, des placements et de la communication des informations financières.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme universitaire ou postuniversitaire dans des disciplines telles que comptabilité, gestion, sciences économiques, finance ou droit, ou avoir acquis une certification professionnelle dans le domaine de l'audit (comptables agréés ou experts-comptables, auditeurs internes ou auditeurs informatiques) ou de la finance (analystes financiers agréés).

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine, présenté par le Département financier du FMI, est destiné à familiariser les responsables des banques centrales avec la méthodologie de l'évaluation des sauvegardes du FMI. Le cours met notamment l'accent sur l'importance de la gouvernance, de la transparence et de l'attribution des

responsabilités dans la banque centrale pour améliorer les sauvegardes financières. Ce cours offre aussi aux agents des banques centrales un cadre dans lequel ils peuvent procéder à des échanges de vues sur leur expérience dans le renforcement des dispositifs de sauvegarde, et en particulier sur les nouveaux défis ou problèmes auxquels ils sont confrontés. Ce cours conjugue exposés et débats interactifs, ateliers et études de cas consacrés aux principaux aspects de ces évaluations, tels que les mécanismes d'audit externe et interne, le cadre d'information financière, le système des contrôles internes, la gestion des réserves internationales et la communication des données monétaires au FMI.

Le cours vise à donner aux participants les connaissances et compétences requises pour évaluer les forces et les faiblesses des sauvegardes financières en place dans leur banque centrale et définir les mesures concrètes qui peuvent être prises en vue de les renforcer. La méthodologie et les procédures utilisées par les banques centrales pour suivre le dispositif de sauvegardes en vigueur seront également abordées.



## Prévision et modélisation macroéconomiques

### Gestion macrobudgétaire et transparence des finances publiques dans les pays riches en ressources naturelles (GMTFP)

**Public visé :** Cadres supérieurs des ministères des finances, intervenant notamment dans les cellules macrobudgétaires et directions du budget.

**Qualifications requises :** Économistes et cadres de rang supérieur intervenant dans les domaines de l'analyse macrobudgétaire et du budget.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine, offert par le Département des finances publiques du FMI, traite de la préparation de projections macrobudgétaires dans les pays riches en ressources naturelles, compte tenu de la volatilité des cours, de la production et de la consommation des matières premières. Il aborde en outre les méthodes visant à améliorer la transparence de la présentation des recettes ainsi que la préparation et l'exécution du budget.

### Modélisation et analyse macrobudgétaires (MAMB)

**Public visé :** i) Cadres de rangs intermédiaire à supérieur intervenant dans les décisions de politique budgétaire qui ont déjà participé au cours de gestion macroéconomique et politique budgétaire (GMPB), ou qui ont de solides bases en analyse de politique budgétaire; ii) cadres débutants associés à l'élaboration des documents d'analyse des questions de politique budgétaire.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente, et maîtriser les techniques quantitatives. La connaissance des logiciels EViews et MATLAB est souhaitable, mais non indispensable. Il est recommandé d'avoir participé au cours de gestion macroéconomique et politique budgétaire (GMPB) avant de postuler à celui-ci (MAMB).

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines, animé par l'Institut pour le développement des capacités, vise à renforcer les connaissances des participants sur les

questions de politique budgétaire en utilisant des outils modernes de modélisation et d'analyse macrobudgétaires. Il met à profit l'expérience du FMI en matière de conseils de politique budgétaire, les études réalisées par les services du FMI et certains travaux de recherche indépendants. Les thèmes de politique budgétaire suivants sont traités : diverses méthodes d'évaluation de l'orientation budgétaire; incidence quantitative des règles budgétaires; analyse de viabilité de la dette dans un environnement stochastique; vieillissement, santé et réforme des régimes de retraite à partir d'un modèle à générations imbriquées (GI); coût budgétaire des crises financières; analyse des interactions de politique monétaire-budgétaire et scénarios d'ajustement budgétaire à partir d'un modèle dynamique d'équilibre général (MDEG). Le contenu des exposés didactiques est appliqué dans le cadre de plusieurs ateliers et études de cas. Pendant ce cours, les participants travaillent en petits groupes, de manière indépendante, ou sous la direction des conseillers, et font des exposés en plénière.

### Prévision macroéconomique (PM)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur qui interviennent dans la préparation des prévisions utilisées pour l'élaboration et la mise en œuvre de la politique macroéconomique.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente. Ils doivent aussi être familiarisés avec les logiciels économétriques tels qu'EViews.

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines, animé par l'Institut pour le développement des capacités, a pour but d'étoffer les compétences des participants dans le domaine de la prévision et de la modélisation macroéconomiques à l'aide de techniques économétriques modernes. Il couvre la théorie de base, des présentations d'analyses empiriques sur ordinateur personnel et des travaux pratiques



en laboratoire informatique. Il se centre sur cinq aspects de la construction de modèles empiriques et des prévisions :

- les propriétés des données et des modèles, dont la stationnarité, la non-stationnarité et la cointégration;
- la spécification dynamique, dont l'utilisation de modèles de correction d'erreurs;
- l'évaluation et la conception de modèles;

- les incertitudes prévisionnelles, les prévisions à des fins de politique économique et l'analyse des politiques;
- les prévisions combinées.

Les participants appliquent les techniques enseignées à un pays qui sert d'étude de cas, en construisant et en évaluant un modèle dont ils se servent pour effectuer des prévisions.

## Prévision macroéconomique avancée (PM-A)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur qui participent aux études utilisées dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique macroéconomique. Il serait souhaitable que les participants soient familiarisés avec le contenu du cours de Prévision macroéconomique de l'IDC.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente, et être activement impliqués dans l'utilisation de méthodes économétriques modernes pour la préparation de notes d'orientation ou de rapports d'études. Les participants doivent également avoir une bonne maîtrise du logiciel EViews et de son langage de programmation.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine, animé par l'Institut pour le développement des capacités, a pour but de renforcer les compétences des participants dans l'application des techniques de modélisation macroéconomique. Les conférences s'appuient sur des études de cas pour éclairer chacune des techniques économétriques examinées. Chaque conférence se centre sur une ou deux études bien connues, et passe en revue les questions économiques fondamen-

tales qui y sont soulevées, les méthodes économétriques employées et les problèmes techniques que soulève la reproduction des conclusions, ainsi que les codes EViews appropriés. L'apprentissage pragmatique d'EViews et de sa programmation fait partie intégrante du cours.

Le cours se centre sur les méthodes économétriques suivantes :

- modèles vectoriels autorégressifs et à correction d'erreurs (VAR et VECM);
- modèles vectoriels autorégressifs structurels (SVAR);
- procédures d'estimation et de prévision de la production potentielle/écart de production;
- estimation de modèles et préparation de prévisions en utilisant le filtre de Kalman;
- combinaison de prévisions;
- simulations modélisées.

Les participants appliquent les techniques enseignées à un pays qui sert d'étude de cas, en construisant et en évaluant un modèle dont ils se servent pour effectuer des prévisions.

## Utilisation des modèles DSGE dans le processus de décision (MDES)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur qui interviennent dans l'analyse macroéconomique des questions de politiques monétaire et budgétaire à l'aide de modèles d'équilibre général stochastique dynamique (modèles DSGE).



**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente, et avoir une bonne connaissance de l'analyse quantitative ainsi que de solides notions du logiciel MATLAB ou d'un logiciel équivalent.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine, animé par l'Institut pour le développement des capacités, est centré sur l'utilisation et l'interprétation des modèles d'équilibre général stochastique dynamique (modèles DSGE). Le cours insiste surtout sur la mise en œuvre des politiques budgétaires et monétaires à l'aide de modèles comportant des rigidités nominales et réelles souvent employés dans les banques centrales et les ministères des finances. Pour illustrer l'application de ces modèles et montrer comment ils peuvent être inclus dans le processus d'élaboration des politiques, le cours s'appuie sur des études de cas pertinentes pour la région de l'Hémisphère occidental.

## Questions de secteur financier

### Analyse des marchés financiers (AMF)

**Public visé :** Cadres de niveaux débutant à intermédiaire des banques centrales, des ministères des finances et des organismes de réglementation s'intéressant aux fondamentaux de l'analyse financière comme outil servant à la prise de décision.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente. Aucune expérience en finances n'est requise, mais les participants doivent avoir une certaine connaissance des techniques élémentaires de statistique et de probabilités. Il est indispensable qu'ils soient prêts à utiliser Excel.

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines, présenté par l'Institut pour le renforcement des capacités, initie les participants aux techniques fondamentales d'analyse fi-

nancière qui comptent parmi l'éventail d'instruments à la disposition des responsables de la politique économique. Ces outils sont utilisés dans l'étude des caractéristiques des divers instruments financiers et de l'établissement de leur prix, ainsi que dans l'analyse des portefeuilles d'actifs et des bases de la gestion de risques. Les sujets suivants sont couverts :

- prix et volatilité des obligations — durée et convexité;
- courbe des taux;
- détermination du prix des actions;
- allocation et diversification des actifs;
- valeur en risque.

Les ateliers font partie intégrante du cours et permettent l'application des techniques présentées.

### Éléments fondamentaux de la supervision bancaire (FSB)

**Public visé :** Ce cours est destiné aux responsables de la supervision bancaire.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être familiarisés avec la réglementation bancaire.

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines, animé par l'Institut pour le développement des capacités, fait le point sur l'évolution récente de la supervision et de la réglementation bancaires. Les thèmes abordés sont

notamment les modifications proposées aux directives qui régissent les ratios de fonds propres, la supervision des institutions financières grandes et complexes, la supervision des pratiques de gestion des risques (par exemple analyse des tests de résistance), ainsi qu'un récapitulatif des propositions récentes visant à identifier et à réglementer les institutions d'importance systémique. Les participants prennent une part active dans le cadre d'ateliers et d'études de cas.

### Finances pour macroéconomistes (FME)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des banques centrales, des ministères des finances ou des organes de réglementation s'intéressant à l'examen du rôle et des fonctions des marchés et établissements financiers et de leurs liens avec la macroéconomie.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente; il importe aussi qu'ils maîtrisent l'utilisation des tableurs.

**Description du cours :** Ce cours de trois semaines, présenté par l'Institut pour le développement des capacités, examine le rôle et les fonctions des marchés et des établissements financiers ainsi que leurs liens avec la macroéconomie. Il commence par un rappel des caractéristiques des instruments financiers et de l'établissement de leur prix ainsi que des décisions de gestion des portefeuilles et des risques. Il examine ensuite les instruments et méthodes analytiques utilisés pour extraire des informations sur les

variables macroéconomiques à partir des prix financiers ainsi que pour évaluer la viabilité des systèmes financiers et leurs liens avec l'activité macroéconomique. Les sujets suivants sont couverts :

- instruments du marché monétaire et du marché des capitaux;
- établissement des prix des obligations et risque de crédit;
- détermination des prix des actions et théorie du portefeuille;
- extraction d'informations à partir des courbes de taux;
- introduction aux produits dérivés et à la détermination de leur prix;
- éléments de gestion et de modélisation des risques;
- cycles financiers et économiques;
- crises bancaires et financières;

- indicateurs de solidité financière et tests de résistance.

Les ateliers font partie intégrante du cours et permettent l'application de certaines des techniques présentées lors des

exposés. Les participants peuvent aussi être invités à faire de brefs exposés sur les sujets présentant un intérêt particulier dans leur pays.

## Gestion des actifs souverains : cadre d'affectation stratégique des actifs (GAS)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur activement impliqués dans la gestion d'actifs souverains et la gestion des risques au sein des banques centrales et des autres institutions chargées de la gestion d'actifs tels que les fonds souverains, ainsi qu'agents intervenant dans la gestion des passifs souverains.

**Qualifications requises :** Praticiens chevronnés des banques centrales et des fonds souverains présentant une expérience pertinente dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques pour la gestion d'actifs et de passifs souverains.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine, animé par le Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, traite des questions relatives au travail que réalisent les pays pour concilier les objectifs de politique générale et les contraintes macroéconomiques et institutionnelles dans la gestion des avoirs extérieurs souverains. Il insiste notamment sur l'établissement d'un cadre pour l'affectation stratégique des actifs ainsi que sur les politiques de placement, de même que sur la définition et la gestion des risques y afférents.

Le cours met en lumière les enseignements de la crise économique et financière mondiale actuelle au regard de la gestion des actifs souverains. Il se centre sur les modalités optimales de formulation des objectifs de gestion des actifs souverains au vu de l'évolution de la situation économique et de la nécessité de coordonner les politiques de gestion

des actifs et de la dette, dans un cadre mettant en rapport les actifs et les passifs souverains, de manière à assurer la stabilité financière. Le cours traitera des thèmes suivants :

- liens macrofinanciers dans la gestion des actifs souverains;
- techniques d'optimisation de l'allocation stratégique des actifs et méthodologies de constitution de portefeuille;
- méthodologies et outils pour déterminer le profil de risque des investissements stratégiques;
- cadre de gestion des risques;
- détermination d'une composition *optimale* en devises;
- considérations de gestion des actifs-passifs;
- établissement d'un programme de gestionnaire extérieur;
- contraintes institutionnelles et questions de nature organisationnelle.

Enfin, le cours fait appel à des outils de simulation, des travaux pratiques, et des études de cas portant sur des pays, afin d'illustrer les applications pratiques de l'affectation stratégique des actifs. Le cours présente également la perspective des marchés à la faveur de présentations sur l'expérience de divers pays par des praticiens des marchés financiers.

## Inclusion financière (IF)



**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des banques centrales et des organismes publics chargés du secteur financier et de sa réglementation, la préférence étant accordée aux candidats actifs dans les domaines directement liés à l'inclusion financière.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme universitaire en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine, animé par l'Institut pour le développement des capacités, offre une vue d'ensemble de l'inclusion financière. Ce domaine suscite un intérêt grandissant dans le monde entier, notamment dans les pays émergents et en développement. Les gouvernants s'inquiètent de ce que les bienfaits de l'intermédiation financière et des marchés financiers ne soient pas répartis de manière suffisamment large au sein de la population et entre les secteurs d'activité économique, au



risque de produire des retombées négatives, notamment sur la croissance, la répartition du revenu et les niveaux de pauvreté. Ces préoccupations peuvent aussi porter sur les conséquences négatives potentielles pour la stabilité macro-économique, lorsque les avoirs du système financier se concentrent sur un nombre relativement faible d'individus, d'entreprises ou de secteurs. Le cours offrira un cadre de réflexion sur ce thème et fera le point sur les progrès enregistrés au plan national, en tirant par ailleurs les principaux enseignements de l'expérience acquise jusqu'à présent au plan international. Il vise à i) familiariser les participants au concept d'inclusion financière, en le rattachant au concept mieux connu de profondeur financière; ii) présenter les principaux facteurs censés accroître ou limiter l'inclusion financière; iii) présenter les indicateurs utilisés pour mesurer l'inclusion, en montrant en quoi ils varient dans l'espace et dans le temps; iv) explorer les avantages et les inconvénients de l'inclusion; v) ébaucher les différentes options de politique générale disponibles; et vi) passer en revue des études de cas d'expériences réussies ou non de promotion de l'inclusion. Le cours s'inspirera dans une très grande mesure de deux axes de travail. Le premier est le rapport

de 2014 de la Banque mondiale sur le développement financier, en cours de préparation et consacré au thème de l'inclusion financière. Ce rapport sera essentiellement un ouvrage de référence faisant le point des connaissances sur l'évaluation, les causes, les conséquences et les options de politique générale liées à l'inclusion financière. Le second axe est celui des travaux entrepris par le Consortium for Financial Systems and Poverty (CFSP), dirigé par Robert Townsend, du MIT, sur les interactions entre la profondeur financière, l'accès, la croissance, la stabilité et l'efficacité, aussi bien au niveau théorique qu'à la faveur d'études microéconomiques, dans des pays tels que la Thaïlande et l'Inde. Le cours comprend six conférences, deux études de cas (à déterminer) et une table ronde la matinée du dernier jour. Les conférences portent sur les thèmes suivants : 1) Introduction : Qu'est-ce que l'inclusion financière?; 2) Rappel sur la force de la profondeur financière (conventionnelle); 3) Approche de l'équilibre général à l'inclusion et à la profondeur financières; 4) Expérience liée aux banques d'État et aux politiques dans la mobilisation du crédit; 5) Promesses de la microfinance; et 6) Finance des petites et moyennes entreprises.

---

## Intégration économique et monétaire (IEM)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des banques centrales et des ministères des finances des pays signataires d'accords d'intégration régionale ou qui envisagent ou prévoient la mise en place d'accords de ce type.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente, et maîtriser l'utilisation des tableurs.

**Description du cours :** Le principal objectif de ce cours de deux semaines, animé par l'Institut pour le développement des capacités, est d'approfondir la connaissance des différents aspects de l'intégration économique et monétaire. Partant d'éléments théoriques et d'études de cas tirées de l'expérience de différentes régions du monde, il porte sur :

- les conditions de l'intégration économique et monétaire;
- l'intégration commerciale, financière et monétaire;
- les coûts et avantages du processus de mise en œuvre;
- les aspects liés à l'économie politique de l'intégration.

Les ateliers visent à approfondir les connaissances de certains aspects concrets des expériences d'intégration économique et monétaire. Les participants effectuent des évaluations à partir d'études de cas basées sur des données nationales concrètes et devront présenter leurs conclusions lors de brefs exposés.

---

## Marchés financiers et nouveaux instruments financiers (MFN)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des banques centrales, des ministères des finances et des organismes de réglementation.

**Qualifications requises :** Les participants doivent avoir une bonne connaissance des sujets traités dans le cours sur l'analyse des marchés financiers (AMF).

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines, présenté par l'Institut pour le développement des capacités, étudie la nature de l'intermédiation financière, le rôle joué par les marchés et les établissements financiers dans l'allocation des ressources, et l'importance de la mise

en place de mécanismes de réglementation propres à créer des incitations appropriées pour tous les acteurs du système financier. Une attention particulière est portée à l'émergence des marchés et instruments dérivés, ainsi qu'à l'analyse des fondements conceptuels de ces nouveaux instruments (y compris les stratégies d'établissement des prix et de négociation) et à l'utilisation qu'en font les institutions financières dans le cadre de la gestion des risques. Les questions suivantes sont notamment abordées :

- nature des marchés et instruments financiers;
- produits dérivés et établissement de leur prix (contrats à terme normalisés ou négociés de gré à



- gré, swaps, contrats d'option, produits dérivés de crédit);
- titrisation et financement structuré;
- gestion du risque par les banques commerciales;

- modèles des risques de marché et de crédit;
- réglementation des banques, des marchés des titres et des produits dérivés;
- origine et nature des crises financières.

---

## Marchés hypothécaires et stabilité financière (MHSF)

**Public visé :** Cadres supérieurs des banques centrales, organismes de réglementation et ministères des finances se consacrant au développement des marchés des capitaux, à la réglementation et à la supervision financières, ainsi qu'à la surveillance des marchés financiers.

**Qualifications requises :** Les participants doivent disposer d'une bonne maîtrise de l'économie financière et d'une expérience leur permettant d'aborder les questions générales et techniques liées au cours.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine, animé par l'Institut pour le développement des capacités, est axé sur le développement des marchés hypothécaires, et traite

notamment du rôle de la titrisation et des produits structurés. Il analyse le processus de titrisation et la création de produits structurés, les infrastructures dont doivent être dotés les marchés à cette fin, les raisons qui poussent les établissements financiers, les investisseurs institutionnels, les entreprises et les pouvoirs publics à recourir à ces marchés et leurs modalités d'action. Le cours traite des perspectives qu'ouvrent ces marchés et des écueils à éviter, et il examine la problématique de la réglementation et de la supervision issue du développement de ces marchés, tout en évaluant les implications pour la stabilité financière. Ces questions sont illustrées à l'aide d'études de cas des marchés hypothécaires et des institutions opérant sur ces marchés.

---

## Politiques économiques pour la stabilité financière (ESF)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur de banques centrales, ministères des finances ou organismes de réglementation qui participent à l'élaboration des politiques macroéconomique et financière.

**Qualifications requises :** Les participants sont normalement titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou dotés d'une expérience équivalente.

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines offert par l'Institut pour le développement des capacités, parfois en collaboration avec d'autres organisations internationales ou régionales, examine les mesures macroéconomiques et

microprudentielles propres à préserver la stabilité financière. Il traite des causes macroéconomiques et des conséquences des tensions sur les marchés financiers et le système bancaire, ainsi que des ripostes macroéconomiques à ces tensions, et tire les enseignements des crises récentes. L'interaction entre les cadres macroéconomique, financier, réglementaire et de contrôle reçoit une attention particulière. Les systèmes d'alerte avancée, les méthodes d'évaluation de la stabilité financière (tests de résistance compris) et la gestion du risque financier sont aussi abordés. Les participants peuvent être invités à faire de brefs exposés sur des sujets intéressant leur pays.

---

## Politiques macroprudentielles (PMP)

**Public visé :** Économistes des banques centrales et organismes publics et responsables des organes de réglementation chargés des questions macroéconomiques et de surveillance.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine, animé par l'Institut pour le développement des capacités, débute par un exposé des arguments qui sous-tendent les politiques macroprudentielles et définit leurs objectifs et instruments. Après un bref aperçu des liens macro-

financiers d'un point de vue théorique et à partir de l'expérience de quelques pays, le cours met l'accent sur les deux principaux volets des politiques macroprudentielles : la dimension temporelle (procyclicalité des systèmes financiers) et la dimension transversale (risque systémique). Deux ateliers sont consacrés à des travaux pratiques sur l'évaluation du risque systémique à partir de l'approche de réseaux et de la valeur en risque conditionnelle (Co-VaR). Le cours se termine par un examen des questions liées à l'architecture des politiques macroprudentielles (rôles des banques centrales et des organes de réglementation, règles par opposition aux politiques discrétionnaires, etc.).

## Stabilité financière, risque systémique et politique macroprudentielle (SFPM)

**Public visé :** Responsables des banques centrales ou des ministères des finances se consacrant à la stabilité financière et aux études, et responsables de la réglementation financière.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques ou en finances, ou justifier d'une expérience équivalente.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine et demie, animé par le Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, est destiné aux fonctionnaires des banques centrales et aux régulateurs du secteur financier; il fait le point sur les moyens de détection des risques pouvant peser sur la stabilité du système financier et présente des démarches pour atténuer ces risques. Le cours tire parti des leçons de la récente crise économique et des ripostes qu'elle a engendrées à l'échelle internationale sur le plan de la politique économique et de la réglementation.

Les thèmes couverts comprennent :

- le rôle de l'analyse de la stabilité financière et de la politique macroprudentielle à la lumière de la

récente crise financière, ainsi que leurs objectifs et leurs enseignements;

- les techniques quantitatives de détection et d'évaluation des risques macrofinanciers et systémiques : modélisation de la défaillance systémique et du risque de liquidité; analyse des créances conditionnelles (ACC) et ACC systémiques avec applications; comparaison de la modélisation des risques systémiques et liens entre ces modèles; interaction du secteur financier et du risque souverain;
- l'élaboration de rapports sur la stabilité financière et les stratégies de communication;
- les démarches destinées à atténuer les risques systémiques, notamment les initiatives internationales sur les contraintes liées aux risques systémiques, l'élargissement du périmètre de la régulation et la mise au point de dispositifs de gestion de crise;
- les dispositifs institutionnels, y compris le rôle des régulateurs du risque systémique et la collaboration transfrontalière et internationale.

En dehors des exposés didactiques, les participants sont invités à expliquer l'expérience de leur pays dans les domaines énumérés plus haut.

## Surveillance macrofinancière (SM)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des banques centrales, des ministères des finances ou des organismes de réglementation.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente, et bien connaître les concepts fondamentaux des statistiques et des probabilités. Il est essentiel qu'ils maîtrisent l'utilisation des tableurs.

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines, animé par l'Institut pour le développement des capacités, présente un aperçu des outils analytiques utilisés pour évaluer les liens macrofinanciers et mener une surveillance macrofinancière. Les participants apprennent à mieux connaître les méthodes utilisées pour obtenir des informations sur les variables macroéconomiques à partir des prix des actifs. Les prix des actifs et les informations bilanciels servent aussi à examiner la stabilité financière des établissements à titre individuel et du système financier dans son ensemble. Parmi les domaines couverts, on citera la modélisation et l'interprétation des données de marché financier, l'extraction d'information à partir des courbes de taux, des écarts de taux, des prix des actions et des options, des indicateurs de solidité financière et des éléments de tests de résistance issus de la gestion des risques, la définition

de modèles et la mesure du risque systémique. Le cours comprend aussi une série d'ateliers durant lesquels les participants mettent en pratique certaines des techniques apprises. Il leur est également demandé de faire de brefs exposés sur des sujets qui intéressent leur pays.



## Tests de résistance macroéconomiques (TRM)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des départements/services chargés du contrôle bancaire ou de la stabilité financière au sein des banques centrales ou des autorités de contrôle bancaire.

**Qualifications requises :** Les participants doivent avoir une expérience des tests de résistance, des normes Bâle II et de l'analyse de stabilité financière.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine, animé par le Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, fait le point sur les tests de résistance dans le domaine bancaire et donne aux participants l'occasion d'apprendre et de mettre en application les nouveaux outils mis au point ou utilisés par le Département pour la réalisation de tests de résistance. Certains des outils font partie intégrante du Programme d'évaluation du secteur financier (PESF) et des missions d'assistance technique déployées dans diverses régions du monde, y compris la région MOAN. Le cours donne en outre aux participants l'occasion de partager leur expérience dans ce domaine important.

Le cours donne un aperçu des objectifs des tests de résistance et des différentes techniques et méthodes actuellement employées. Il conseille en outre sur les pratiques optimales à suivre dans leur application. Une grande partie du cours est consacrée à des modules de travaux pratiques à partir d'études de cas. Les participants travaillent alors en groupe et utilisent des données bancaires réelles. Les groupes sont ainsi amenés à appréhender l'ensemble du processus des tests de résistance, et notamment :

- la saisie des données;
- l'estimation des modèles économétriques afin de créer des liens macrofinanciers;
- la définition d'hypothèses;
- la réalisation d'essais;
- la synthèse et la présentation des résultats.

Le cours met systématiquement l'accent sur les éléments de solvabilité et de liquidité des tests de résistance. Le cours s'achève avec une table ronde durant laquelle les participants partagent l'expérience de leur pays et échangent leurs connaissances du domaine.

## Programmation et politiques financières

### Programmation et politiques financières (PPF)

**Public visé :** Cadres, principalement des ministères des finances, de l'économie ou du plan, ou des banques centrales, ayant des fonctions de conseil en matière de politique macroéconomique et financière, ou intervenant dans la mise en œuvre de ces politiques.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente, et maîtriser les tableurs.

**Description du cours :** Le cours de PPF, présenté par l'Institut pour le développement des capacités, a pour objectif d'aider à mieux comprendre les mécanismes d'élaboration et de mise en œuvre des politiques macroéconomiques et financières, en s'appuyant sur l'expérience du FMI dans la surveillance des économies, sur l'élaboration des programmes financiers et sur les conseils techniques de l'institution aux pays membres. Le cours couvre les principales caractéristiques des quatre grands secteurs

macroéconomiques (réel, financier, extérieur et monétaire) et les liens qui existent entre eux. Pour chaque secteur, le cours présente d'abord la dimension comptable, puis aborde les questions analytiques et les méthodes de prévision simples; le diagnostic des résultats macroéconomiques et l'analyse de l'effet des politiques macroéconomiques et structurelles sur les principales variables qui intéressent les gouvernants, dont la production, les prix et la balance des paiements; et la préparation d'un programme de politique macroéconomique visant à corriger les déséquilibres mis en évidence par le diagnostic d'une étude de cas basée sur des données réelles.

Le cours peut être modulé selon les régions (par exemple en insistant sur le ciblage de l'inflation), et certaines éditions du cours comprennent également un volet en ligne qui doit être réalisé avant la formation sur place (le programme des cours affiché sur le site Internet donne plus de détails à ce sujet).

## Politiques macroéconomiques

### Analyse de la politique monétaire (APM)

**Public visé :** i) Cadres de rangs intermédiaire à supérieur intervenant dans la politique monétaire, en se fondant essentiellement ou en partie sur des dispositifs axés sur des modèles; et ii) agents intervenant dans l'exploitation de modèles macroéconomiques.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente. Ils doivent également avoir une bonne connaissance des logiciels MATLAB ou EViews. Il est recommandé d'avoir participé au cours de politique monétaire et de change (PMC) avant de postuler à celui-ci.

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines, animé par l'Institut pour le développement des capacités, répond aux demandes de formation dans l'analyse de la politique monétaire prospective et modélisée. Il est axé sur

un modèle néokeynésien réduit. Les participants étudient les concepts fondamentaux de la macroéconomie néokeynésienne et leur application dans un modèle comparable à celui utilisé dans les banques centrales aussi bien de pays avancés qu'émergents. Ce modèle est ensuite recalibré et appliqué aux données du pays retenu à des fins d'analyse et de prévision. L'accent est mis sur le filtrage des données dans un cadre à plusieurs variables (filtre de Kalman) et les prévisions à court terme. Chaque jour, les participants sont divisés en petits groupes, sous la direction des conseillers, pour faire des exercices pratiques visant à appliquer les techniques présentées dans les exposés didactiques. Le cours ne privilégie aucun régime monétaire particulier, mais présente plutôt différents modèles à utiliser dans le cadre d'un taux de change flottant ou fixe, ainsi que dans le contexte d'une maîtrise incomplète du marché monétaire.

### Analyse et prévision budgétaires (APB)

**Public visé :** Cadres débutants des ministères des finances et des banques centrales qui gagneraient à approfondir leur compréhension des dimensions macroéconomiques des questions budgétaires.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme universitaire en sciences économiques ou dans une discipline connexe, justifier d'une expérience en matière d'analyse macroéconomique et savoir utiliser le logiciel Microsoft Excel.

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines, présenté par l'Institut régional FMI-Singapour, permet aux participants de se familiariser avec les questions budgétaires et les effets macroéconomiques de la politique budgétaire mieux qu'ils ne pourraient le faire durant un cours normal

de deux semaines sur la programmation et les politiques financières. Plusieurs conférences sont consacrées aux comptes et à l'analyse budgétaires, à la prévision budgétaire, à la viabilité des finances publiques, aux liens entre le secteur budgétaire et le reste de l'économie, et à la dimension budgétaire de la programmation financière. Des exposés sont également prévus sur des questions budgétaires d'actualité.

Près de la moitié du cours est consacrée à des ateliers. Ceux-ci comprennent des séances sur la comptabilité et l'analyse budgétaires, la prévision budgétaire, la viabilité des finances publiques et l'élaboration de repères en matière de finances publiques pour une étude de cas portant sur un pays.

### Croissance inclusive (CI)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des ministères des finances, de l'économie ou du plan ou des banques centrales qui assurent des fonctions de conseil en politique macroéconomique ou financière, ou interviennent dans leur mise en œuvre.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**Description du cours :** Ce cours, présenté par l'Institut pour le développement des capacités, vise à étoffer les connaissances des participants dans la relation entre les politiques macroéconomiques et les réformes, la compé-





titivité et la croissance. L'évolution de la situation mondiale a mis en évidence les préoccupations à l'égard des perspectives de croissance, du niveau élevé du chômage et des inégalités en matière de revenu et de débouchés. Au vu de cela, le cours se centre sur les politiques micro et macrofinancières destinées à promouvoir la croissance économique, l'emploi et la répartition équitable du revenu. Le cours examine les divers mécanismes par lesquels les réformes de politique économique peuvent promouvoir une croissance inclusive et génératrice d'emploi. Le cours traite ainsi des démarches classiques qui misent sur l'accumulation de capital et la croissance de la productivité par le biais de l'acquisition de connaissances, ainsi que des approches récentes, dites non agrégatives, qui s'intéressent à la mauvaise affectation des ressources et aux imperfections dans les établissements de crédit et les institutions publiques. Les liens empiriques entre la croissance, l'emploi et la répartition du revenu sont interprétés à la lumière de ces différents modèles. Le cours met en relief le rôle des politiques cruciales qui traduisent

la croissance économique en réduction de la pauvreté et en amélioration généralisée des niveaux de vie.

Le cours s'appuie sur la théorie, les études empiriques transnationales et les études de cas portant sur les expériences observées dans plusieurs régions du monde. Parmi les principaux thèmes couverts, il convient de citer : i) les liens entre l'emploi et la croissance; ii) l'impact des politiques, institutions et réglementations relatives à l'emploi et à la croissance; et iii) les stratégies de promotion d'une croissance inclusive. Les ateliers donneront l'occasion aux participants d'appliquer des outils empiriques et informatiques (tableurs) à l'analyse des mesures de pauvreté et d'inégalité et des tendances du chômage, et de l'impact des politiques de marché de l'emploi sur l'emploi. En outre, ils permettront aux participants d'examiner et d'analyser les répercussions des politiques macroéconomiques sur l'égalité, l'emploi et la croissance dans leur propre pays. Les études de cas nationales utilisées dans les ateliers et les conférences sont adaptées aux régions où a lieu le cours, de manière à accroître la pertinence pour les participants.

## Diagnostiques macroéconomiques (DM)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des banques centrales et des ministères des finances ou de l'économie intervenant directement dans les diagnostics sur la situation macroéconomique et dans l'élaboration de projections.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente. Ils doivent en outre avoir de bonnes aptitudes quantitatives et maîtriser les outils informatiques pour l'analyse des données.

**Description du cours :** Ce cours, animé par l'Institut pour le développement des capacités, est offert au siège du FMI et dans les centres régionaux de formation de l'Institut. Il vise à étoffer la capacité des participants à évaluer la situation macroéconomique d'un pays, en mettant l'accent sur les outils pratiques à utiliser dans l'analyse courante de la situation des économies complexes. Le cours s'inspire dans une large mesure de l'expérience pratique des pays dans ce domaine et se concentre sur les instruments de diagnostic et d'analyse généralement négligés par les manuels de macroéconomie ou les cours

universitaires. Les exposés didactiques et les ateliers correspondants couvrent trois grands types d'évaluation :

- Situation de la macroéconomie, y compris évolution de la productivité et de la demande globales, de l'inflation, des marchés du travail, des marchés des actifs et du secteur extérieur.
- Politiques budgétaire et monétaire sous un angle positif (plutôt que normatif). Les politiques engagées sont-elles des politiques d'expansion ou de contraction? Quel est l'impact de ces politiques, et pourquoi?
- Perspectives nationales à moyen terme, y compris viabilité des trajectoires de la dette publique et de la dette extérieure, risque d'évaluation erronée du taux de change réel et vulnérabilités bilancielles dans le secteur financier, les sociétés non financières et le secteur public d'un pays.

Les participants débattent activement de ces questions pendant le cours. Durant les ateliers destinés à mettre en pratique les outils de diagnostic et d'analyse présentés durant les exposés didactiques, les participants sont répartis en petits groupes sous la direction d'un conseiller.

## Exercice d'alerte avancée (EAA)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des banques centrales ou d'organismes publics chargés de l'évaluation des risques et vulnérabilités macroéconomiques et financiers et des politiques visant à les corriger.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine est animé par l'Institut pour le développement des capacités



en coopération avec le Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI. Il permet aux participants de bien appréhender les facteurs de vulnérabilité macroéconomique et financière en les familiarisant avec les cadres d'analyse utilisés au FMI pour évaluer ces facteurs et les politiques mises en œuvre pour y faire face. Le cours donne un aperçu du rôle du FMI dans l'exercice d'alerte avancée du FMI et du Conseil de stabilité financière. S'inspirant des travaux récents du FMI, le cours présente les outils utilisés dans l'exercice d'évaluation de la vulnérabilité des économies émergentes et en développement pour recenser les risques et les vulnérabilités des différents pays et les risques de perturbation à l'échelle systémique, notamment les phénomènes de contagion entre pays avancés et pays émergents. Le cours traite de l'élaboration de politiques pour corriger les facteurs de vulnérabilité macroéconomique et financière relevés dans les exercices d'alerte avancée et d'évaluation des vulnérabilités.

Le cours s'articule comme suit :

1. Exercice d'alerte avancée (EAA) du FMI — I : Analyse de base. Ce segment présente les éléments

de base de l'analyse et des processus de l'EAA en termes d'objectifs, de couverture, d'intrants et de principaux résultats. Les données, méthodologies et modèles économétriques servant à mesurer le degré de vulnérabilité d'un pays sont examinés.

2. Exercice d'alerte avancée (EAA) du FMI — II : Analyse des effets de débordement. Ce segment présente la modélisation des effets de propagation et l'analyse des risques systémiques et des scénarios de propagation entre pays avancés et émergents, y compris entre systèmes bancaires. La section termine par la présentation des estimations d'avant-crise pour les pays émergents.
3. Enseignements pratiques : Le cours s'achève par une présentation des enseignements tirés de l'application des exercices d'alerte avancée et d'évaluation des vulnérabilités à la crise financière mondiale, y compris pour l'élaboration de politiques macroéconomiques et financières pour corriger les risques et les facteurs de vulnérabilité relevés par ces exercices.

---

## Gestion macroéconomique et gestion des ressources naturelles (GMRN)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des banques centrales, des ministères des finances et d'autres organismes publics pertinents qui interviennent dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques dans les pays riches en ressources naturelles.

**Qualifications requises :** Les participants doivent intervenir dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques d'un pays riche en ressources naturelles et avoir une bonne connaissance des questions macroéconomiques, budgétaires et financières.

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines, présenté par l'Institut pour le développement des capacités, se propose d'aider les participants à mieux comprendre

les défis des pays riches en ressources naturelles. En s'appuyant sur l'expérience du FMI et sur les contributions des chercheurs à ce débat, le cours offre aux participants les compétences analytiques nécessaires pour étudier les problèmes rencontrés par les pays riches en ressources naturelles et définir des ripostes. Les participants seront en mesure d'appliquer les compétences développées durant ce cours à une vaste gamme de politiques, et notamment d'évaluer les conséquences budgétaires de différentes stratégies d'exploitation des ressources naturelles, et de traiter des politiques monétaire et de change, des questions relatives au secteur financier et des réformes structurelles dans les pays riches en ressources naturelles. Le cours donne également l'occasion de débattre de plusieurs études de cas spécifiques aux pays riches en ressources naturelles.

---

## Gestion macroéconomique et politique budgétaire (GMPB)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des ministères des finances, de l'économie et du plan ou des banques centrales qui exercent des fonctions de conseil en politiques macroéconomiques, ou interviennent dans leur mise en œuvre.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente en matière de politique macroéconomique.

**Description du cours :** Ce cours de deux et trois semaines, présenté par l'Institut pour le développement des

capacités, a pour objectif d'aider les participants à mieux comprendre la problématique de la politique budgétaire et ses conséquences sur la gestion macroéconomique. Il traite des rapports entre les variables budgétaires et les agrégats macroéconomiques, ainsi que des principaux aspects de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique budgétaire comme instrument utilisé pour assurer la stabilité macroéconomique et la croissance. Le cours s'appuie sur l'expérience du FMI en matière de conseils budgétaires, ainsi que sur les études réalisées par ses services et des experts indépendants. Les différents thèmes abordés sont : les aspects macroéconomiques de la politique budgétaire

tels que l'estimation des soldes budgétaires corrigés des variations cycliques et le rôle des stabilisateurs automatiques et des mesures discrétionnaires en matière de politique budgétaire; la viabilité des finances publiques; et divers aspects structurels et institutionnels de la politique budgétaire

tels que la réforme fiscale et l'administration des impôts, la politique et la gestion des dépenses, et les règles budgétaires. Les participants sont invités à présenter un exposé traitant des principales questions de politique générale de leur pays.

---

## Gestion macroéconomique et questions relatives à la dette (GMD)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur, de préférence des ministères des finances, des organismes chargés de la dette ou de la banque centrale, qui exercent des fonctions de conseil en politique macroéconomique et politique de la dette, ou qui sont chargés de leur mise en œuvre.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente, et maîtriser l'utilisation des tableurs.

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines, présenté par l'Institut pour le développement des capacités, traite d'aspects conceptuels aussi bien que d'applications pratiques, et comprend :

- Des séances sur des questions de politique générale. Ce volet porte principalement sur la politique de gestion de la dette du point de vue macroéconomique et microéconomique, la restructuration de la dette, la

coordination de la politique de gestion de la dette et d'autres politiques, les crises financières et les crises de la dette ainsi que le développement du marché financier.

- Des séances sur les concepts et les techniques. Ce volet couvre les différents concepts de dette, un cadre d'analyse de viabilité de la dette, les mécanismes de restructuration de la dette, ainsi que l'initiative PPTe et l'IADM.
- Des études de cas et des travaux pratiques qui illustrent les concepts de la dette, les mécanismes de restructuration de la dette et l'analyse de la viabilité de la dette.

Les participants sont répartis en petits groupes sous la direction des conseillers et procèdent à des exercices pratiques qui font appel aux outils analytiques présentés durant les conférences.

---

## Gestion macroéconomique et secteur financier (GMSF)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur intervenant dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques du secteur financier ou dans l'interaction de ces politiques avec la gestion macroéconomique.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines, présenté par l'Institut pour le développement des capacités, examine les choix de politique économique auxquels sont confrontées les autorités des pays en développement ou émergents, ainsi que les options qui s'offrent à elles. Il accorde une attention particulière à l'interaction du secteur financier avec la gestion macroéconomique. Il aborde plusieurs grandes questions macroéconomiques : stabilisation

et croissance, viabilité des finances publiques et de la dette extérieure, cadres de politique monétaire, choix d'un régime de change et flux de capitaux internationaux. Il traite aussi de questions relatives au secteur financier : rôle du secteur financier dans l'économie, liens entre fragilité financière et stabilité macroéconomique, politiques relatives au secteur financier et politiques de riposte aux crises financières. Le contenu du cours est adapté afin de mieux traiter les questions propres à chaque région. Il est attendu des participants qu'ils prennent une part active aux discussions durant le cours; ils sont répartis en petits groupes sous la direction des conseillers pour procéder à des exercices pratiques qui permettront de consolider les acquis théoriques.

Les participants devront éventuellement faire des exposés sur des questions importantes concernant leur propre pays.

---

## Gestion macroéconomique pour cadres dirigeants (GMCD)

**Public visé :** Cadres de rang supérieur, responsables de départements et superviseurs des services économiques des banques centrales et des ministères des finances et de l'économie et organismes pertinents de planification, ayant une expérience de la politique économique et encadrent des économistes. Le cours s'adresse tout particulièrement aux fonctionnaires dont les subalternes ont

suivi les cours de programmation financière ou de gestion macroéconomique.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme universitaire en sciences économiques, ou dans une discipline connexe; ils doivent justifier d'une expérience dans l'élaboration de la politique éco-

nomique et superviser le travail des économistes. Le cours s'adresse tout particulièrement aux fonctionnaires dont les subalternes ont suivi les cours de programmation financière ou de gestion macroéconomique.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine, présenté par l'Institut régional FMI–Singapour, examine les grandes questions macroéconomiques qui se posent aux responsables de la politique économique, notamment dans les pays d'Asie et du Pacifique. Il comprend une série d'exposés visant à encourager le débat sur les su-

jets tels que les stratégies destinées à doper la croissance économique, le ciblage de l'inflation et d'autres approches de la politique monétaire et de change, la viabilité budgétaire et extérieure et la surveillance macroéconomique et financière. Le cours aborde aussi les rapports entre les divers secteurs macroéconomiques et décrit le cadre de programmation financière d'un pays de la région à titre d'exemple. Les participants se penchent aussi sur des études de cas illustrant les grands thèmes abordés durant les exposés didactiques.

## Incidence macroéconomique des questions budgétaires (IMB)

**Public visé :** Cadres débutants des ministères des finances et des banques centrales qui gagneraient à approfondir leur compréhension des dimensions macroéconomiques des questions budgétaires.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou dans une discipline connexe, justifier d'une expérience en matière d'analyse macroéconomique et maîtriser le logiciel Microsoft Excel.

**Description du cours :** L'objectif de ce cours de deux semaines, présenté par l'Institut pour le développement des capacités, est de permettre aux participants d'étudier les questions budgétaires et les effets macroéconomiques de la politique budgétaire d'une manière plus approfondie que

dans un cours normal de deux semaines sur la programmation et les politiques financières. Des exposés distincts sont consacrés aux comptes et à l'analyse budgétaires, à la politique et à l'administration fiscales, aux dépenses, à la prévision budgétaire, à la viabilité des finances publiques, aux relations entre le secteur budgétaire et le reste de l'économie, ainsi qu'à la dimension budgétaire de la programmation financière. Des séances sont également prévues sur des questions d'actualité dans le domaine budgétaire. La moitié du temps environ est consacrée à des ateliers, notamment sur la comptabilité et l'analyse budgétaires, la politique fiscale et la politique des dépenses, la viabilité des finances publiques et la prévision budgétaire. Il convient enfin de mentionner la réalisation d'un «mini-exercice» de programmation financière axé sur les questions budgétaires.

## Politique monétaire et politique de change (PMPC)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur intervenant dans la politique monétaire et la politique de change.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines, présenté par l'Institut pour le développement des capacités, passe en revue les diverses stratégies qui s'offrent aux autorités nationales en matière de politique monétaire et de régime de change, et insiste sur le fait que les choix opérés dans ces deux domaines doivent être compatibles. Il examine les facteurs qui influent sur ces choix et leurs conséquences. Le cours traite aussi des sujets suivants : les facteurs déterminants et le diagnostic de l'inflation, le marché des changes, la mondialisation financière et les flux de capitaux, l'évaluation des taux de change réels d'équilibre, ainsi que le pour et le contre du contrôle des mouvements des capitaux. Enfin, le cours aborde le mécanisme de transmission de la politique monétaire et les stratégies prospectives pour fixer le taux d'intérêt directeur, y compris les stratégies de ciblage de l'inflation. Il accorde une attention particulière à la mise en œuvre de la politique monétaire,

notamment à l'utilisation de modèles de prévision et à l'élaboration d'un système structuré d'analyse de la politique monétaire.

Il est attendu des participants qu'ils prennent une part active aux discussions durant le cours. Répartis en petits groupes sous la direction de conseillers, ils réalisent des exercices pratiques visant à approfondir leur compréhension des sujets du cours.



## Stratégies performantes de gestion de la dette publique dans un monde d'actifs souverains (GPAS)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur, responsables des autorités monétaires et autres fonctionnaires intervenant dans les politiques et décisions relatives à la gestion de la dette ou dans la supervision et la gestion des grands portefeuilles d'actifs souverains.

**Qualifications requises :** Les participants doivent avoir un bagage en marchés financiers et en macroéconomie; il est souhaitable qu'ils soient familiarisés avec les analyses de viabilité de la dette.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine, animé par le Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, vise à élargir les connaissances des participants sur les questions générales et opérationnelles intervenant dans l'élaboration d'une stratégie de gestion de la dette publique, à partir d'une démarche globale de l'analyse des bilans souverains. Il aborde en particulier les modalités optimales de prise en compte de la nature et de l'ampleur des actifs souverains, y compris les réserves internationales sans oublier les fonds souverains et les autres fonds d'actifs du secteur public. Il examine par ailleurs la question des engagements conditionnels, tant implicites qu'explicites, et les ajustements à apporter aux stratégies pour tenir compte des risques qui pourraient se matérialiser. L'atelier aborde toute une série de questions

techniques, dont l'emploi de méthodes quantitatives pour éclairer la prise de décision. Il traite en outre des grandes questions institutionnelles, dont celles qui ont trait à la coordination ou à la transparence. Le cours traite notamment des questions suivantes :

- démarche systématique d'élaboration d'une stratégie de gestion de la dette : définition des objectifs et de la portée de la stratégie; détermination des principales hypothèses; recensement des principaux paramètres de risque et calcul des grands risques de portefeuille, y compris ceux liés à la monnaie, au taux d'intérêt et au refinancement;
- coordination avec les autres grands domaines d'action, y compris politiques budgétaire et monétaire : par exemple définir les principales informations sur les portefeuilles d'actifs pertinents (y compris caractéristiques et impact projeté sur le bilan global); et déterminer les principaux scénarios de risque (y compris sur les engagements conditionnels);
- mise en œuvre et questions opérationnelles : structures institutionnelles performantes; accès performant aux marchés de capitaux et de dette (nationaux et internationaux); et dispositifs efficaces de suivi (y compris calcul continu des risques).

---

## Vulnérabilité extérieure – Exercice d'alerte avancée (VE-EAA)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des banques centrales ou d'organismes publics chargés de l'évaluation de la vulnérabilité extérieure et d'autres risques macroéconomiques.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines est animé par l'Institut pour le développement des capacités, le Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI et l'Institut multilatéral de Vienne. Il permet aux participants de bien appréhender les facteurs de vulnérabilité extérieure en les familiarisant avec les cadres d'analyse utilisés au FMI pour évaluer ces facteurs et les politiques mises en œuvre pour y faire face. S'inspirant des travaux les plus récents du FMI, ce cours présente les outils utilisés pour mesurer les facteurs de vulnérabilité des pays avancés et émergents, et détecter les risques et les vulnérabilités au niveau national, ainsi que les éventuels risques de propagation systémique, y compris entre les pays avancés et émergents. Le cours passe en revue les politiques mises en œuvre pour traiter

ces vulnérabilités, notamment en matière de gestion de la dette extérieure et des réserves de change, ainsi que de libéralisation du compte de capital.

Le cours s'articule comme suit :

1. Viabilité du compte courant : Le cours commence par l'examen de l'approche classique de la viabilité du compte courant par les flux, centrée sur les liens entre le solde des transactions courantes et la dynamique de la dette extérieure et les vulnérabilités découlant des chocs du compte courant. Il présente le cadre d'analyse de viabilité de la dette extérieure du FMI, les indicateurs opérationnels utilisés pour évaluer les facteurs de vulnérabilité extérieure et les mécanismes de déclenchement des crises extérieures à partir de positions non viables de compte courant.
2. Crises du compte de capital : L'étape suivante est celle de l'analyse des vulnérabilités extérieures liées aux déséquilibres des stocks et aux facteurs du marché des capitaux. Elle présente l'approche bilancielle qui met l'accent sur le rôle des chocs liés aux stocks d'actifs et de passifs dans le déclenchement d'ajustements massifs des flux de capitaux.



3. Exercice d'alerte avancée (EAA) du FMI – I : Analyse de base. Ce volet présente les éléments de base de l'analyse et des processus de l'EAA du FMI en termes d'objectifs, de champ d'application, de données requises et de principaux résultats attendus. Il examine les données, méthodologies et modèles économétriques servant à mesurer le degré de vulnérabilité d'un pays.
4. Exercice d'alerte avancée (EAA) du FMI – II : Analyse des effets de débordement. Ce volet présente la modélisation des effets de propagation et l'analyse des risques systémiques et des scénarios de

propagation entre pays avancés et émergents, y compris entre systèmes bancaires. Il s'achève par la présentation des estimations d'avant-crise pour les pays émergents d'Europe et d'autres pays européens vulnérables.

5. Enseignements de politique générale : Le cours prend fin par une présentation des enseignements des récentes crises de compte de capital, notamment au regard des politiques et institutions macroéconomiques et de la libéralisation du compte de capital.

## Vulnérabilités et politiques extérieures (VPE)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des banques centrales ou d'organismes publics participant à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques influant sur la solidité de la position extérieure de leur pays.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines, animé par l'Institut pour le développement des capacités, s'inspire des derniers travaux du FMI, et vise à fournir aux participants un ensemble complet d'outils d'analyse permettant d'évaluer les facteurs de vulnérabilité et d'élaborer des mesures politiques appropriées. Ces outils permettent aux participants d'évaluer un large éventail de politiques, notamment celles qui ont trait à la dette extérieure et à la gestion des réserves de change, à la libé-

ralisation des mouvements de capitaux et à la gestion de l'aide extérieure. Les participants perfectionneront leurs compétences à l'occasion des exercices pratiques et des conférences sur des aspects spécifiques de la vulnérabilité extérieure de leur pays.

Le cours est divisé en trois modules :

1. Analyse de viabilité du compte courant et liens entre le compte courant et la dynamique de la dette extérieure.
2. Rôle des chocs sur les actifs financiers dans le déclenchement d'ajustements de grande ampleur dans les flux financiers extérieurs.
3. Libéralisation du compte de capital et aide internationale comme sources potentielles de volatilité de la balance des paiements.

## Questions juridiques

### Aspects juridiques des institutions financières internationales (AJIF)

**Public visé :** Juristes chevronnés des pays émergents chargés des aspects juridiques de l'appartenance ou de l'adhésion future de leur pays aux institutions financières internationales.

**Qualifications requises :** La participation est exclusivement sur invitation. Les conditions à remplir sont précisées dans la lettre d'invitation.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine, animé par le Département juridique du FMI, aborde les questions juridiques, institutionnelles et opérationnelles relatives aux institutions financières internationales (dont le FMI, la Banque mondiale et la Banque des règlements internationaux), et examine les liens et relations entre ces organisations. Les institutions couvertes par le cours peuvent changer d'une année à l'autre.





## Atelier sur l'insolvabilité des entreprises et des ménages (IEM)

**Public visé :** Hauts responsables des pays européens chargés de la législation applicable à l'insolvabilité des entreprises et des ménages et des questions connexes.

**Qualifications requises :** La participation est exclusivement sur invitation. Le Département juridique du FMI se mettra en rapport avec les autorités pour sélectionner les participants.

**Description du cours :** Ce cours de deux journées, animé par le Département juridique du FMI, entend servir de cadre à l'intention des responsables européens pour leur permettre de partager leur expérience en matière de réforme et de mise en application de la législation sur

l'insolvabilité des entreprises et des ménages. La crise financière mondiale a mis en évidence la nécessité de disposer de régimes efficaces et adéquats d'insolvabilité, et de nombreux pays ont engagé ou achevé des réformes des régimes d'insolvabilité des entreprises ou des ménages pour contribuer à amortir l'impact de cette crise sur l'économie.

L'atelier est destiné aux responsables de divers pays européens se consacrant aux questions liées à l'insolvabilité des entreprises et des ménages, aux experts internationaux et aux représentants des Départements juridique et Europe du FMI, de la Banque mondiale, de la BERD et d'autres organisations internationales.

---

## Ateliers sur la LBC/FT pour les responsables juridiques (LBCJ)

**Public visé :** Responsables de la supervision du secteur financier, cadres des cellules de renseignement financier (CRF), fonctionnaires de la justice pénale ou autres fonctionnaires juristes spécialisés.

**Qualifications requises :** La participation à ce cours est proposée par invitation uniquement. Les participants doivent avoir une expérience en matière de LBC/FT.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine, animé par le Département juridique du FMI, vise à étoffer et à renforcer les capacités d'un large éventail de fonctionnaires intervenant dans la lutte contre le blanchiment de capitaux (LBC) et contre le financement du terrorisme (FT).

Les ateliers destinés aux superviseurs du secteur financier se centrent sur les mesures et procédures de supervision fondées sur les risques nécessaires pour les inspections sur site des établissements bancaires destinées à évaluer le niveau de conformité aux lois et réglementations relatives à l'identification des clients et au devoir de diligence; au suivi et à l'enregistrement des transactions; et à l'identification et à la communication de transactions inhabituelles/suspectes. En outre, ils examinent et démontrent

les types de mesures à appliquer pour évaluer le niveau d'adéquation des contrôles de gestion des risques LBC/FT dans les compagnies d'assurances et les sociétés de négociation de valeurs mobilières.

Les ateliers destinés aux fonctionnaires de la justice pénale couvrent les questions relatives aux poursuites judiciaires contre les actes de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme; à la saisie et au gel d'actifs et autres mesures préventives applicables au produit des activités criminelles et aux actifs liés au terrorisme; à la confiscation du produit d'activités criminelles et aux instruments de financement du terrorisme; à la coopération internationale, y compris l'entre-aide judiciaire; aux typologies de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme; et aux techniques utilisées pour mener à bonne fin les poursuites contre les cas de LBC/FT.

Les ateliers pour les fonctionnaires des CRF forment à l'analyse du renseignement financier et aux modalités de production de renseignement financier à partir des informations, financières ou autres, analysées pour constituer les dossiers permettant de mener les poursuites à bonne fin.

---

## Cadre légal des banques centrales et du secteur financier (CLBF)

**Public visé :** Juristes du secteur public ou juristes des pays émergents ou en transition se consacrant aux activités de la banque centrale, à la surveillance des infrastructures du marché financier, à la réglementation/supervision du secteur financier, aux résolutions bancaires et à la gestion des crises.

**Qualifications requises :** La participation est exclusivement sur invitation. Les conditions à remplir sont précisées dans les lettres d'invitation.

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines, animé par le Département juridique du FMI, porte sur divers aspects juridiques et institutionnels de l'infrastructure nécessaire au maintien de systèmes financiers sains et efficaces, régis par les mécanismes du marché. Il analyse donc les fondements juridiques garants de l'efficacité des banques centrales, de la surveillance des infrastructures du marché financier, de la réglementation/supervision du secteur financier, des résolutions bancaires et de la gestion des crises.

## Mise en application des nouvelles normes internationales de LBC/FT (LBC)

**Public visé :** Responsables de la supervision et de la réglementation du secteur financier au sein de certaines professions ou activités non financières, cadres des cellules de renseignement financier (CRF), fonctionnaires de la justice pénale ou autres fonctionnaires intervenant dans la mise en application du dispositif de LBC/FT.

**Qualifications requises :** Les fonctionnaires doivent avoir au moins deux ans d'expérience dans le domaine de la LBC/FT. La participation est exclusivement sur invitation. Les conditions à remplir sont précisées dans la lettre d'invitation.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine, animé par le Département juridique du FMI, vise à étoffer et à renforcer les capacités des divers groupes de fonctionnaires interve-

nant dans la mise en application des nouvelles normes internationales applicables à la lutte contre le blanchiment de capitaux (LBC) et le financement du terrorisme (FT). Ce cours vise plus particulièrement les fonctionnaires impliqués dans les divers aspects du dispositif LCB/FT de leur pays pour leur permettre de mieux maîtriser les exigences des normes internationales de LBC/FT qui ont été récemment révisées — les 40 Recommandations du Groupe d'action financière (GAFI) — et de la nouvelle Méthodologie d'évaluation de la conformité technique avec les Recommandations du GAFI et l'efficacité des systèmes de LBC/FT. L'atelier permettra d'avoir des échanges approfondis sur la mise en application des 40 Recommandations du GAFI et de procéder à des exercices pratiques destinés à mieux maîtriser l'application des exigences et des normes.

## Questions actuelles liées à l'élaboration du droit budgétaire et fiscal (DBF)

**Public visé :** Juristes des ministères des finances des pays membres intervenant dans les aspects juridiques de la politique budgétaire.

**Qualifications requises :** La participation est exclusivement sur invitation. Les conditions à remplir sont précisées dans la lettre d'invitation.

**Description du cours :** Ce nouveau cours d'une semaine, organisé par le Département juridique du FMI, se centre sur les considérations juridiques d'actualité qui entrent dans l'élaboration des textes de loi budgétaires et fiscaux. Il couvre un large éventail de questions d'actualité qui intéressent les gouvernants de par le monde, notamment à

l'heure du durcissement de la politique budgétaire. Le cours abordera : i) les questions de droit budgétaire telles que celles liées aux principes fondamentaux de droit régissant les lois organiques, l'élaboration de règles budgétaires, la coordination budgétaire dans un contexte fédéral et le rôle des conseils budgétaires; ii) les aspects liés à la gestion de la dette publique (GDP) et aux valeurs mobilières, y compris les dimensions juridiques et institutionnelles de la GDP et de l'émission d'obligations d'État; iii) l'élaboration de dispositifs juridiques applicables aux fonds souverains et aux entreprises publiques; et iv) les questions de fiscalité, telles que la conception juridique de l'impôt sur les sociétés et des taxes générales à la consommation (par exemple TVA).

## Statistiques macroéconomiques

### Cours avancé de statistiques monétaires et financières (SMF-A)

**Public visé :** Fonctionnaires des banques centrales chargés de l'établissement des statistiques monétaires.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines, animé par le Département des statistiques du FMI, a pour objet d'aider les cadres chargés de l'établissement des statistiques monétaires et financières à s'acquitter de leur tâche en appliquant les meilleures pratiques internationales, en insistant particulièrement sur les autres sociétés financières. Le cours s'appuie sur le *Manuel de statistiques monétaires et financières* et le *Guide pour l'établissement des statistiques monétaires et financières* (à paraître en français), et offre une synthèse des principes de sectorisation économique, des caractéristiques et classifications des instruments finan-

ciers, de la valorisation et des autres questions comptables se rapportant à l'établissement de comptes analytiques pour l'ensemble du secteur financier. Le cours couvre également certains aspects des statistiques financières, dont les stocks et flux financiers de tous les secteurs de l'économie nationale et leur interaction avec le reste du monde, l'approche bilancielle de l'analyse des facteurs de vulnérabilité, et les liens entre les statistiques monétaires, de balance des paiements, de finances publiques et de comptabilité nationale. Le cours comprend des présentations didactiques ainsi que des études de cas qui donnent l'occasion aux participants de se familiariser avec les aspects pratiques de l'établissement des statistiques monétaires pour les autres sociétés financières. Les participants sont tenus de présenter de brefs exposés sur les questions liées à l'établissement des statistiques monétaires et financières et l'utilisation des données monétaires dans leur pays.

## Cours d'introduction aux statistiques monétaires et financières (SMF-I)

**Public visé :** Fonctionnaires des banques centrales chargés de l'établissement des statistiques monétaires.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines, animé par le Département des statistiques du FMI, a pour objet d'aider les cadres chargés de l'établissement des statistiques monétaires à s'acquitter de leur tâche en appliquant les meilleures pratiques internationales. Les supports du cours s'appuient sur le *Manuel de statistiques monétaires et financières* et le *Guide pour l'établissement des statistiques monétaires et financières* (à paraître en français) qui l'ac-

compagne. Le cours examine les principes de sectorisation économique, les caractéristiques et la classification des instruments financiers, ainsi que les questions de valorisation et autres pratiques comptables concernant l'établissement des comptes analytiques de la banque centrale, des autres sociétés de dépôts et de l'ensemble du secteur des sociétés de dépôts. Le cours comprend des exposés didactiques, des ateliers et des études de cas qui permettent aux participants de se familiariser avec les aspects pratiques de l'établissement des statistiques monétaires, notamment les formulaires standard de déclaration pour les sociétés de dépôts. Les participants sont invités à présenter de brefs exposés sur l'établissement des statistiques monétaires pour les sociétés de dépôts dans leur pays.

## Indicateurs de solidité financière (ISF)

**Public visé :** Cadres des banques centrales et des organismes de supervision du secteur financier, qui participent au recueil, à l'établissement et à l'analyse des indicateurs de solidité financière.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine, présenté par le Département des statistiques du FMI, aborde les concepts, définitions, sources des données et techniques qui régissent l'établissement des indicateurs de solidité financière (ISF) servant à l'analyse macroprudentielle. Il couvre

les principes méthodologiques de la construction des ISF (champ d'application, agrégation, consolidation, valorisation) exposés dans le *Guide d'établissement des indicateurs de solidité financière* et ses amendements de 2007.

Le cours présente le nouveau formulaire ISF à utiliser pour la transmission au FMI des données et métadonnées ISF, ainsi que des recommandations sur l'accès aux données et métadonnées ISF et leur utilisation à partir de la base de données du FMI. Il traite également de l'utilisation des ISF dans la surveillance du secteur financier. Ces sujets sont abordés à l'occasion d'exposés et d'ateliers (exercices pratiques d'établissement des ISF).

## Manuel de comptes nationaux trimestriels (MCNT)

**Public visé :** Responsables de l'établissement des comptes nationaux trimestriels.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine, animé par le Département des statistiques du FMI, présente le nouveau Manuel de comptes nationaux trimestriels du FMI (disponible en anglais uniquement). Le cours vise à recevoir l'avis des responsables de l'établissement des comptes nationaux trimestriels sur le contenu du nouveau manuel.

## Normes internationales de données dans les plateformes nationales d'ouverture des données (NID)

**Public visé :** Correspondants chargés de la communication de données nationales et fonctionnaires dont la principale responsabilité est la diffusion des statistiques nationales.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en technologies de l'information, en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**Description du cours :** Ce cours d'une semaine, présenté conjointement par la Banque africaine de développement et le Département des statistiques du FMI, se centre sur le

recueil, la présentation et la diffusion de statistiques économiques et financières, ainsi que sur les aspects pratiques de la diffusion des données relatives à la Politique de développement des aptitudes nationales. Le cours initie aux normes internationales de données statistiques — échange de données et de métadonnées statistiques et codes normalisés — et explique leur rôle comme moyen de faciliter l'échange de données. Le cours donne également l'occasion d'utiliser de façon pratique les options d'infrastructure d'ouverture des données pour la communication de données au FMI. Le cours adopte la formule de l'étude de cas pour assurer une formation pratique.

## Statistiques de comptabilité nationale (SCN)

**Public visé :** Statisticiens chargés de l'établissement des statistiques de comptabilité nationale au sein des organismes publics responsables de l'établissement des données des comptes nationaux.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines, présenté par le Département des statistiques du FMI, couvre les aspects théoriques et pratiques de l'établissement des statistiques de comptabilité nationale en s'appuyant sur le cadre conceptuel du *Système de comptabilité nationale de 2008* (SCN 2008). Le cours inclut des séances sur les questions de méthodologie et d'établissement du SCN 2008 et des ateliers qui prévoient des travaux pratiques d'établissement des comptes. Le principal objectif de ce cours est d'apprendre aux participants à établir le produit intérieur brut annuel à la fois aux prix courants et en termes de volumes, en suivant l'approche de la production et des dépenses. Le cours débute par un aperçu du système de comptabilité nationale et présente la séquence des comptes pour les transactions et autres flux ainsi que pour les bilans dans le cadre du

SCN 2008. Il aborde les principaux concepts concernant les transactions, les autres flux économiques, les stocks, les unités institutionnelles, les classifications et les principaux agrégats macroéconomiques mesurés par le système. Les principaux cours et ateliers couvrent :

- des séances sur le compte de production (à savoir la manière dont on définit et mesure la production, la consommation intermédiaire et la valeur ajoutée); les questions de valorisation et le traitement de certains secteurs;
- les données sources et les questions d'établissement du PIB à partir des approches de la production et des dépenses;
- les déflateurs et le calcul des mesures du volume du PIB;
- les questions spécifiques relatives aux transactions de biens et de services, y compris le cadre de l'offre et de l'utilisation, à l'ajustement de la valorisation des inventaires, à la consommation du capital fixe, à l'économie non observée et informelle.

Le cours insiste également sur le partage d'expériences nationales entre les participants.

---

## Statistiques de finances publiques (SFP)

**Public visé :** Fonctionnaires avant tout responsables de l'établissement des statistiques de finances publiques.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**Description du cours :** Ce cours de quatre et deux semaines, proposé par le Département des statistiques du FMI, se centre sur le cadre conceptuel des statistiques de finances publiques (SFP), tel que défini dans le *Manuel de statistiques de finances publiques 2001* du FMI, ainsi que

sur les aspects pratiques de l'établissement des données. Les concepts fondamentaux, les principes comptables et les classifications détaillées sont traités dans le cadre de la nouvelle méthodologie harmonisée avec le système de comptabilité nationale. Le cours examine les règles de comptabilité et le champ d'application du cadre de SFP (notamment la comptabilité sur la base des droits constatés), l'évaluation, la classification, la dette, les bilans ainsi que les sources et les méthodes utilisées dans l'établissement des statistiques. Il couvre également la transmission des données au FMI et s'articule autour d'une série d'études de cas.

---

## Statistiques de la balance des paiements (SBP)

**Public visé :** Responsables de l'établissement des statistiques de balance des paiements (BDP), à la différence des analystes de la BDP, appartenant à l'organisme responsable de l'établissement des statistiques et correspondant officiel du FMI.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**Description du cours :** Ce cours de six ou deux semaines, animé par le Département des statistiques du FMI, propose une formation sur le recueil et l'établissement des statistiques de la balance des paiements et de la position

extérieure globale selon une méthodologie fondée sur la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* (à paraître en français). Le cours se compose d'une série d'exposés, de débats, de travaux pratiques et d'études de cas. Les exposés et débats portent principalement sur les concepts généraux et les pratiques d'établissement des statistiques, tandis que les exercices permettent aux participants de mettre leurs connaissances en pratique. Pendant les études de cas et les discussions en plénière, les participants ont l'occasion de discuter des difficultés qu'ils ont effectivement rencontrées dans l'établissement des statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale de leur pays.



Le cours aborde :

- le cadre conceptuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, y compris le système de comptabilité en partie double et les notions de territoire économique, de résidence et de centre d'intérêt économique, ainsi que les principes d'évaluation et de date d'enregistrement, l'unité de compte et la conversion;
- le classement et la couverture des composantes types de la balance des paiements et de la position extérieure globale, notamment les biens, les services, les revenus primaires et secondaires, les transferts en capital, les investissements directs, les investissements de portefeuille, les dérivés financiers, les autres investissements et les avoirs de réserve;

- les sources de données et les méthodes utilisées pour recueillir et établir les statistiques, y compris le recours aux données administratives, les enquêtes auprès des entreprises (y compris la conception des enquêtes et les méthodes d'échantillonnage) et l'utilisation du système de communication des transactions internationales;
- d'autres sujets, notamment les statistiques de la dette extérieure, les liens entre les statistiques de la balance des paiements et d'autres statistiques macroéconomiques, les normes de diffusion, l'analyse et l'utilisation des statistiques de la balance des paiements et l'évaluation de la qualité de ces statistiques selon le Cadre d'évaluation de la qualité des données établi par le FMI.

## Statistiques de la dette du secteur public (SDP)

**Public visé :** Fonctionnaires dont la principale responsabilité est l'établissement des statistiques de la dette du secteur public.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines, animé par le Département des statistiques du FMI, se centre sur le cadre conceptuel des statistiques de la dette du secteur public présenté dans le *Guide d'établissement des statistiques de la dette du secteur public* (version française à paraître) et aborde aussi les aspects pratiques de

l'établissement des données de la dette du secteur public. Les concepts fondamentaux, les principes comptables et les détails de la classification sont examinés dans le contexte de la méthodologie qui est harmonisée avec les statistiques de finances publiques et le système de comptabilité nationale. L'atelier traite des règles relatives au champ d'application et à la comptabilité du cadre de statistiques de la dette du secteur public, de la valorisation, de la classification, des principales questions méthodologiques ainsi que des sources et des méthodes auxquelles il est fait appel pour établir les statistiques. L'atelier examine aussi la communication des données sur la dette au FMI et à la Banque mondiale. Il s'articule autour d'une série d'études de cas.

## Statistiques de la dette extérieure (SDE)

**Public visé :** Fonctionnaires dont la principale responsabilité est l'établissement des statistiques de la dette extérieure.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines, animé par le Département des statistiques du FMI, vise à permettre aux participants de maîtriser le cadre conceptuel de l'établissement des statistiques de la dette extérieure ainsi que les éléments pratiques du recueil et de l'analyse de ces données. Il comporte des exposés didactiques, des exercices pratiques et des études de cas. Le manuel utilisé pour le cours est intitulé *Statistiques de la dette extérieure — Guide pour les statisticiens et les utilisateurs* (Guide de la dette extérieure, à paraître en français).

Le cours aborde :

- le cadre conceptuel pour l'établissement des séries de données sur la dette extérieure, tel que recommandé dans le *Guide de la dette extérieure*, et son lien avec

les principes de la balance des paiements, de la position extérieure globale, des finances publiques et de la méthodologie de la comptabilité nationale;

- des principes pratiques de l'établissement des données de la dette extérieure pour les secteurs public et privé, y compris le dispositif institutionnel pour l'établissement de ces données ainsi que les sources internationales des statistiques de la dette extérieure;
- les conditions requises par les normes de diffusion des données du FMI pour les statistiques de la dette extérieure, y compris la base de données trimestrielles de statistiques de la dette extérieure de la Banque mondiale (STDE);
- l'interaction entre les statistiques de la dette extérieure et le formulaire-type de présentation de la dette du secteur public;
- les diverses utilisations des statistiques de la dette extérieure et les méthodes de contrôle de la qualité des données, y compris des études de cas sur la mise en œuvre du Cadre d'évaluation de la qualité



des données du FMI pour les statistiques de la dette extérieure; le cours prévoit aussi des exposés didactiques sur la restructuration et l'analyse de viabilité de la dette.

Les participants de chaque pays représenté devront préparer à l'avance un bref exposé sur l'établissement des données de la dette extérieure dans leur pays qui sera débattu pendant le cours.

## Statistiques des prix (SP)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur responsables de l'établissement d'au moins l'un des indices de prix suivants : indice des prix à la consommation (IPC), indice des prix à la production (IPP) ou indices des prix à l'exportation et à l'importation (IPXI).

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines, présenté par le Département des statistiques du FMI, a pour objectif d'aider les participants à mieux comprendre en théorie et en pratique l'établissement de l'indice des prix à la consommation (IPC), de l'indice des prix à la production (IPP) et des indices de prix à l'exportation et à l'importation (IPXI). Il examine la théorie des indices et ses implications

pratiques concernant le choix d'une formule de calcul de l'indice à des niveaux plus ou moins élevés d'agrégation. Il traite également des méthodes d'échantillonnage et du recueil de données auprès des détaillants et des entreprises, ainsi que du rôle de déflateur des indices de prix dans le *Système de comptabilité nationale 2008*, tout comme des questions connexes de champ d'application et de valorisation. Des séances sont consacrées à la méthode de traitement des articles indisponibles de manière temporaire ou permanente, aux ajustements de prix dus à des changements de qualité, à l'intégration de nouveaux produits, établissements et points de vente et à la concordance des indices avec la révision des structures de pondération. Ce cours s'inspire des principes et des recommandations formulés dans les manuels de l'IPC (2004), de l'IPP (2004) et des IPXI (2009).

## Système de statistiques de comptes macroéconomiques et liens y afférents (LMS)

**Public visé :** Cadres de rangs intermédiaire à supérieur des ministères des finances, de l'économie ou du plan ou des banques centrales, qui interviennent dans les travaux d'analyse, de conseil et de mise en œuvre de la politique macroéconomique.

**Qualifications requises :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente, et avoir à leur actif une certaine expérience de la politique économique.

**Description du cours :** Ce cours de deux semaines, animé par le Département des statistiques du FMI, s'adresse aux macroéconomistes et met l'accent sur les liens entre les statistiques de comptabilité nationale, de secteur extérieur et de finances publiques et les statistiques monétaires et financières. Il vise à faire mieux comprendre les normes internationales qui sous-tendent les comptes macroéconomiques et illustre l'importance du système de comptabilité nationale comme cadre statistique fondamental.

Le cours se centre sur la structure et l'emploi des statistiques et ne traite pas des questions relatives à la compilation. Il comprend une série d'exposés didactiques et d'exercices en atelier et une étude de cas. Il insiste par ailleurs sur les caractéristiques communes aux différents comptes et démontre les liens qui existent entre eux. Il souligne

en outre les liens financiers comme base de l'analyse des opérations et de la programmation financières. Le cours s'appuie sur les directives internationales les plus récentes en matière de statistiques macroéconomiques dans les domaines suivants :

- comptabilité nationale — *Système de comptabilité nationale 2008*;
- secteur extérieur — *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale*, sixième édition (2008, à paraître en français);
- statistiques de finances publiques — *Manuel de statistiques de finances publiques 2001*;
- statistiques monétaires et financières — *Manuel de statistiques monétaires et financières 2000*.





## Dispositions administratives

Les cours organisés à Washington (HQ), à Vienne (IMV) et à Singapour (IRS) sont proposés soit par appel de candidature, soit sur invitation. Les cours dispensés dans tous les autres centres de formation — Brésil (CFB), Chine (PFC), Inde (PFI), Koweït (CEF), Maurice (IFA) et autres sites de formation — ne sont accessibles que sur invitation. Les modalités d'invitation peuvent varier d'un centre à l'autre, mais les candidats sont en général désignés par les organismes publics à la demande du département du FMI chargé du cours. Les candidats retenus qui satisfont aux critères de sélection sont contactés directement et reçoivent les informations concernant leur déplacement, leur hébergement et d'autres questions administratives sur le cours. Aucune candidature n'est acceptée pour les cours «sur invitation».



## Processus de candidature (HQ, IMV et IRS)

S'agissant des cours offerts par appel de candidature au siège du FMI, à l'IMV et à l'IRS, les participants doivent utiliser le système de candidature en ligne (SCL), disponible à l'adresse [www.imf.org/insapply](http://www.imf.org/insapply) pour remplir et envoyer leur demande.

## Conditions d'admission (HQ, IMV et IRS)

Les demandes d'admission aux cours dispensés au siège (HQ) en anglais, espagnol ou français doivent être remplies dans la langue du cours demandé. Les demandes de candidature aux cours donnés en arabe doivent être remplies en anglais. Les demandes d'admission à tous les cours organisés à l'IMV et à l'IRS doivent être rédigées en anglais. Le Comité d'admission du FMI peut exiger des candidats qui souhaitent participer à un cours dispensé dans une langue qui n'est pas leur langue habituelle de travail qu'ils passent un examen reconnu par l'Institut. Les ressortissants de pays non anglophones qui demandent à participer à un cours en anglais doivent en règle générale préciser leur résultat au test d'aptitude linguistique TOEFL (Test of English as a Foreign Language) ou au test d'aptitude IELTS (International English Language Testing System), pour attester de leur connaissance de la langue anglaise. Le code d'envoi des résultats obtenus au TOEFL pour le FMI est 5456. Chaque candidat doit être employé par un organisme public admissible, et sa candidature doit être parrainée (à savoir par un haut responsable dudit organisme). Un formulaire d'attestation de parrainage est envoyé par courrier électronique aux candidats une fois qu'ils ont rempli leur demande de candidature en ligne; ce formulaire peut également être téléchargé du site [www.imf.org/institute](http://www.imf.org/institute).

## Processus de sélection (HQ, IMV et IRS)

Les dossiers de candidature doivent être déposés dans les délais prescrits pour chaque cours. Les dossiers incomplets ou reçus après les délais ne seront pas examinés. Pour tous les cours par appel de candidature, offerts au siège du FMI, un comité d'admission — composé de représentants de l'Institut pour le développement des capacités, du département du FMI chargé du cours concerné et des départements géographiques — examine l'ensemble des candidatures pour retenir celles qui répondent le mieux aux conditions requises. Les candidats retenus sont normalement informés de la décision du comité dix semaines avant la date du début du cours. Seuls les candidats sélectionnés ou placés en liste

d'attente ainsi que les personnes qui les ont parrainés sont informés de l'état d'avancement des dossiers.

La sélection des participants aux cours de l'IRS offerts par appel de candidature est effectuée par les services du FMI en poste dans ce centre, en étroite collaboration avec le FMI. Les informations communiquées par les départements géographiques et les représentants résidents du FMI, le département du FMI chargé du cours et le personnel de l'Institut pour le développement des capacités sont prises en compte par les services de l'IRS pour déterminer quels candidats remplissent le mieux les conditions requises. Les candidats retenus sont directement informés de leur sélection.

Les fonctionnaires retenus pour les cours organisés au siège du FMI, à l'IMV et à l'IRS ont accès aux sites extranet des cours, où ils peuvent trouver des renseignements détaillés sur les dispositions administratives ainsi que la documentation relative au cours. Ces sites sécurisés offrent aussi aux participants tous les formulaires administratifs nécessaires pour se rendre au centre de formation.

Les processus de sélection aux cours organisés au siège du FMI, à l'IMV et à l'IRS donnent la priorité aux candidats dont l'activité professionnelle se rapporte directement aux sujets abordés. S'agissant des cours sur les statistiques macroéconomiques, la priorité est donnée aux statisticiens. Les cours de l'Institut s'adressent plutôt aux cadres de ministères tels que ceux des finances, de l'économie ou du plan, ainsi qu'aux cadres des banques centrales et des offices des statistiques. **Le FMI ne peut pas donner suite aux demandes d'admission de candidats employés par des entreprises ou des institutions non gouvernementales (banques commerciales, universités ou syndicats, par exemple).**

Les organismes publics doivent s'abstenir de présenter ou de parrainer des candidats qui ne répondent pas aux critères de formation ou d'utilité professionnelle, ou qui ne maîtrisent pas la langue dans laquelle le cours est dispensé (ou interprété, le cas échéant). Il convient de ne proposer que des candidats qui resteront au sein de la fonction publique pendant une période raisonnable. Les organismes ne doivent pas proposer plus de trois candidats par cours. Si un organisme présente plusieurs candidatures, il doit indiquer l'ordre de priorité.

L'organisme qui parraine un candidat est tenu de certifier que, pendant la durée du cours, le candidat, s'il est admis, bénéficiera d'un congé avec traitement normal, ne sera chargé d'aucune autre fonction ou mission et qu'à son retour, il occupera le même poste ou un poste comportant au moins les mêmes responsabilités.

Les mêmes directives et critères de sélection s'appliquent aux cours pour lesquels les organismes de parrainage sont invités à désigner des candidats. Les candidats désignés ne sont acceptés que s'ils répondent aux critères retenus de formation universitaire, d'utilité professionnelle des cours et de connaissances linguistiques. En outre, les organismes de parrainage doivent indiquer un ordre de préférence lorsqu'ils désignent plus d'un candidat.


### Critères d'admissibilité concernant les candidats ayant déjà suivi des cours (HQ, IMV et IRS)

Les capacités de formation du FMI étant limitées, la participation antérieure à d'autres cours est prise en compte dans l'examen des candidatures (candidats et personnes désignées).


- Les personnes ayant participé à des cours organisés au siège du FMI (HQ) doivent généralement attendre deux ans avant de pouvoir se porter candidats à un autre cours au siège.
- Les participants à un cours dispensé dans un centre de formation ne sont généralement pas autorisés à suivre le même cours dans un autre centre.


### Voyage à Washington et dispositions administratives


L'Institut pour le développement des capacités se charge de fournir un billet d'avion prépayé et d'organiser les détails du voyage des participants par le biais de son agence Travelocity Business (TBiz). Les participants reçoivent également une indemnité de déplacement pour leur permettre de couvrir les frais de visa et autres frais connexes durant leur voyage à destination de Washington.

-  **1. Voyage.** Les participants aux cours organisés au siège du FMI doivent arriver un jour ou deux avant le début du cours et rester jusqu'à sa clôture. En cas de retrait (avant le début du cours ou pendant son déroulement) d'un candidat dont le billet a été prépayé par le FMI, les frais d'annulation ou le montant intégral du billet devront être remboursés au FMI par l'organisme ayant présenté le candidat. Le FMI ne prendra en charge aucuns des frais encourus pour le compte (ou au nom) de la famille du participant. Les participants sont assurés contre les accidents pen-


dant le voyage aller-retour entre le lieu de résidence et Washington, ainsi que pendant la durée des cours de l'Institut pour le développement des capacités.

-  **2. Hébergement.** Tous les participants sont hébergés gratuitement. De plus amples détails sur l'hébergement sont communiqués après le processus de sélection.


-  **3. Indemnités de séjour.** Tous les participants reçoivent une indemnité de séjour pour couvrir les repas, ainsi que certaines dépenses accessoires. Cependant, elle ne couvre pas toutes les autres dépenses; aussi les participants doivent-ils être en mesure de la compléter avec leurs ressources personnelles.


-  **4. Assurance maladie.** L'Institut pour le développement des capacités prend les dispositions nécessaires pour offrir aux participants à ses cours une assurance maladie couvrant les frais médicaux essentiels et le coût d'une éventuelle hospitalisation. Toutefois, cette assurance ne couvre pas les frais que pourrait entraîner un état de santé préexistant, une grossesse par exemple. Les organismes qui présentent des candidats sont tenus de financer tous les frais médicaux non couverts par l'assurance. Les candidats admis à participer aux cours doivent être en bonne santé, afin de pouvoir participer pleinement. S'ils manquent une partie importante des cours pour cause de maladie, ils risquent de ne pas recevoir de certificat validant la formation. L'Institut pour le développement des capacités doit être informé avant l'arrivée des participants de tout problème médical qui pourrait les empêcher d'assister à la totalité des cours.


Les organismes qui présentent des candidats doivent certifier i) que ceux-ci sont en bonne santé avant le cours et ne sont atteints d'aucune maladie contagieuse, ne souffrent d'aucun problème de santé préexistant, ni d'aucun trouble mental ou handicap physique susceptible d'entraver leur pleine participation au cours; et ii) qu'ils rembourseront promptement le FMI de tous les frais médicaux que l'institution pourrait assumer pour le compte des participants ou de leur famille du fait d'un des problèmes de santé mentionnés ci-dessus.


-  **5. Divers.** Des renseignements sur les visas, les assurances (assurance voyage, assurance maladie et autres types d'assurance), l'hébergement et d'autres questions pratiques, ainsi que des informations concernant l'installation à Washington, sont affichés sur les sites extranet des cours (auxquels les participants ont accès).


## Voyage à Vienne et dispositions administratives

-  **1. Voyage.** Chaque participant, ou l'organisme qui le présente, doit se charger d'acheter le billet d'avion ou de train aller-retour pour Vienne et d'organiser tous les détails du voyage. Le billet et les frais de voyage sont remboursés au participant peu après son arrivée à Vienne. Mais, sur demande de l'organisme reçue dans les dix jours qui suivent la confirmation de l'acceptation, le FMI se chargera de l'organisation du voyage. En cas de retrait ou de non-participation au cours d'un candidat, les dépenses telles que le montant intégral du billet prépayé ou les frais d'annulation doivent être remboursées au FMI. Les participants doivent être ponctuels, assister à toutes les séances et rester jusqu'au dernier jour du cours. L'invitation peut être retirée au participant s'il ne respecte pas ces conditions. Si un participant doit être rapatrié avant la fin du programme, l'organisme qui le présente doit prendre en charge le coût du rapatriement et rembourser le FMI de tous les frais qu'il a engagés au nom du participant.


-  **2. Hébergement.** L'IMV prend en charge le logement et le petit-déjeuner des participants. Les conjoints et les invités ne sont pas autorisés à séjourner dans la résidence de l'IMV.


-  **3. Indemnité de séjour.** Pendant la durée de la formation organisée à l'IMV, le FMI verse aux participants une indemnité destinée à couvrir les repas et certaines dépenses accessoires.


-  **4. Assurance maladie.** Le FMI offre aux participants une assurance maladie couvrant uniquement les urgences médicales. Cette assurance ne couvre pas les frais que pourrait entraîner un état de santé préexistant, une grossesse par exemple.


-  **5. Divers.** Les renseignements sur les visas, l'assurance maladie, l'hébergement, l'installation et autres questions pratiques seront envoyés aux candidats qui auront accepté l'invitation à participer au cours.

## Voyage à Singapour et dispositions administratives

-  **1. Voyage.** Chaque participant, ou l'organisme qui le présente, doit se charger d'acheter le billet d'avion aller-retour pour Singapour et d'organiser tous les détails du voyage. Le participant recevra une somme forfaitaire en chèques de voyage libellés en dollars des États-Unis, en remboursement de son billet et de ses frais de voyage, à son arrivée à Singapour. Dans des circonstances exceptionnelles, et sur demande expresse de l'organisme qui présente le candidat, l'IRS peut éventuellement se charger de l'organisation du voyage. En cas de retrait d'un candidat, les montants déboursés par l'IRS au titre de frais d'annulation ou pour l'acquisition d'un billet d'avion doivent lui être intégralement remboursés. De même, l'IRS devra être remboursé des frais de voyage et des frais divers engagés au nom du participant si celui-ci ne termine pas le cours.

-  **2. Hébergement.** L'IRS loge gratuitement les participants durant la période du cours (l'hébergement est disponible un jour avant le début du cours et un jour après la fin du cours) dans un hôtel à proximité du bâtiment de l'Autorité monétaire de Singapour où se situe l'IRS. L'IRS couvre les frais d'hébergement, mais les participants doivent s'acquitter de tous les autres frais


-  **3. Indemnité de séjour.** L'IRS verse à chaque participant une indemnité de séjour pendant la durée du cours. Cette indemnité couvre les repas et certaines dépenses accessoires.

-  **4. Assurance maladie.** L'IRS offre aux participants une assurance maladie couvrant, pendant la durée du cours, les accidents qui entraînent un décès ou une incapacité permanente et totale. Toutefois, cette assurance ne couvre pas les frais que pourrait entraîner un état de santé préexistant, une grossesse par exemple, ni les



accidents de moindre gravité. Les participants doivent être en bonne santé et ne doivent être atteints d'aucune maladie contagieuse. Rien dans leur état de santé ne doit risquer d'entraver leur participation au cours.

Il est conseillé aux participants de subir un examen médical complet avant de se rendre à Singapour. Lorsqu'un candidat a accepté l'invitation à participer aux programmes de l'IRS, l'organisme qui l'a présenté doit s'engager à rembourser l'IRS de tous les frais encourus par celui-ci en raison d'une condition de santé préexistante du participant. Par ailleurs, les organismes qui présentent des candidats sont tenus de financer tous les frais médicaux non couverts par l'assurance maladie.

 **5. Divers.** L'IRS communique aux candidats des renseignements sur le voyage, l'installa-

tion et autres détails pratiques dès qu'ils ont accepté l'invitation à participer au cours.

### **Dispositions pratiques concernant les centres IFA, CFB, CEF, PFC et PMA**

Il n'est possible de participer que sur invitation aux cours organisés dans les centres de formation régionaux et sites autres que l'IMV et l'IRS. Les candidats sont présentés par les organismes publics des pays visés, à la demande du département du FMI concerné. Le processus peut varier quelque peu d'un centre à l'autre, mais aboutit à une invitation du candidat par l'Institut pour le développement des capacités. Des renseignements sur les conditions de voyage, de logement et diverses autres questions pratiques sont fournis aux candidats qui remplissent les conditions posées pour participer aux cours

## **Moodle est le nom du système de gestion des cours de l'Institut; pour y accéder veuillez vous rendre à :**

**<https://www-imfcourse.imf.org/login/index.php>**

*(L'accès est limité aux personnes admises et participant effectivement aux cours)*

Le site de chaque cours offre :

- des informations administratives avant le cours;
- les documents relatifs au cours (programme, bibliographie, etc.);
- un forum d'échange entre les participants et les conseillers.



## **L'Institut pour le développement des capacités passe au vert!**

L'exemplaire du programme de formation que vous avez entre les mains a été imprimé sur du papier produit à partir du bois de forêts bien gérées, dont l'origine est traçable, ou à partir de bois ou de fibres recyclés. Toutes les candidatures aux cours dispensés au siège du FMI, à l'IMV et à l'IRS doivent être présentées en ligne par le biais du système de candidature en ligne (SCL), et les nominations par le biais du système de nomination en ligne (SNL). Nous nous félicitons de participer ainsi à l'effort mondial de protection de l'environnement!

## **L'Institut a le plaisir d'annoncer son nouveau catalogue en ligne**

**<http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/All-Locations>**

*(Veuillez garder les majuscules et minuscules)*

Parmi ses avantages :

- Outil de recherche plus robuste
- Onglet «Eligibility» pour obtenir rapidement la liste des sites et des programmes mis à la disposition des différents pays
- Fonctionnalité de partage sur les médias sociaux (Facebook et Twitter)
- Interface iPad
- Connexion à faible largeur de bande
- Classement par thème/catégorie

INSTITUT DU FMI   
POUR LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

INTERNATIONAL MONETARY FUND  
700 19th Street, NW  
WASHINGTON, DC 20431  
U.S.A.

TÉLÉCOPIE : +1 (202) 623-6490  
COURRIEL : [ICDINFO@IMF.ORG](mailto:ICDINFO@IMF.ORG)  
SITE INTERNET : [WWW.IMF.ORG/INSTITUTE](http://WWW.IMF.ORG/INSTITUTE)